

# NEWS D'ILL

## Albanie La fièvre du lendemain

A young man in a green jacket is the central figure, making a peace sign with both hands raised. He is holding a smartphone in his right hand. In the background, other people are visible, some holding signs with the letters 'IK' and a red circle. The scene is outdoors with trees and a clear blue sky.

La jeunesse porte le flambeau du rêve européen. Mais les volontés de modernité se heurtent aux fantômes du passé.

# La banlieue de l'Europe

**O**n n'arrivait pas là par hasard. En 1998, l'Albanie était un terminus, un débarcadère en mal d'Europe et de paix perdu aux marges de l'espace yougoslave qui n'en finissait plus de se désintégrer.

Un an plus tôt, ce petit État, pourtant sorti sans violence de masse de l'une despires dictatures communistes, avait imploré à la suite de l'écroulement des pyramides financières.

Les traces du chaos étaient visibles dès la descente de l'avion. La route donnait à voir un *no man's land* rincé par les pluies du printemps. Avec ses coupures d'électricité, ses avenues délabrées, ses meutes de chiens galeux, ses trafics au vu et au su de tous, Tirana était alors le chef-lieu de l'illégalité et de la déglingue. Avec un zeste de pompe communiste qui n'avait pas encore été oblitérée. Passionnant terrain de reportage pour des étudiants en journalisme, en provenance de la vieille et sage Europe communautaire.



Aujourd'hui, le far-est albanais n'est plus. Depuis la place Skanderbeg, un corridor commercial court jusqu'au poumon portuaire de Durrës. Tirana s'élève, s'étend, se vend avec des moyens considérables pour un petit État d'à peine trois millions d'habitants. Les touristes s'y pressent autour de tables réputées, de musées-bunkers redécouvrant la tragédie communiste et de quartiers chics pour bobos et hipsters. L'horizon consumériste et hédoniste comme feuille de route pour l'Union européenne ? La belle affaire quand le salaire moyen avoisine les 250 euros.

Ceux qui crient aux loups albanais pour mieux verrouiller la porte de l'UE ne savent rien d'un pays si europhile, métamorphosé depuis vingt ans. L'ancien *no man's land* est devenu la banlieue de l'Europe. Cette évidence ne doit rien au hasard.

**Ernest Bunguri, Jean-Christophe Galen, Stéphanie Peurière, Aymeric Robert et Arnaud Vaulerin**

## Retour gagnant

**D**epuis maintenant un quart de siècle, la fin de la formation des étudiants en journalisme du CUEJ est délocalisée à l'étranger. Année après année, les principes restent les mêmes : immersion pendant un mois dans un territoire inconnu ; travail en partenariat avec des étudiants du pays d'accueil ; productions écrites, radio et vidéo finalisées sur place. À la veille de l'entrée de jeunes journalistes dans la vie professionnelle, cette ultime séquence pédagogique permet de mettre à distance le fil d'informations en continu et de s'ouvrir au monde par des chemins de traverse.

Une délocalisation, c'est un projet, une ambition et une équipe au service de nos étudiants. En 2019, le CUEJ a installé sa salle de rédaction éphémère en Albanie. L'actualité y est aussi généreuse que méconnue, au moment où, pourtant, se décide le destin européen de ce petit pays des Balkans. Voilà pour le projet. L'ambition, c'est de raconter l'appétit d'Europe dans ce pays si proche, à l'heure de l'euroscpticisme et de la défiance généralisée à l'égard des étrangers en France et dans une grande partie de l'Union européenne.

L'équipe, enfin. Toutes les délocalisations impliquent, de la part des enseignants du CUEJ, professionnalisme, implication et dévouement. L'équipe qui a permis, accompagné, encadré celle de 2019 témoigne aussi d'une histoire humaine singulière, celle de notre école. En 1998, au lendemain de la guerre civile, le CUEJ s'était déjà invité en Albanie. Vingt-et-un ans plus tard, cinq participants de ce premier voyage se sont retrouvés à Tirana.

Jean-Christophe Galen et Stéphanie Peurière étaient déjà membres de l'équipe pédagogique ; Aymeric Robert et Arnaud Vaulerin, alors étudiants, sont devenus journalistes. Quant à Ernest

Bunguri, jeune Albanais engagé dans l'aventure en 1998, diplômé du CUEJ en 2003, journaliste en son pays aujourd'hui, il a su nous convaincre de l'intérêt de revenir dans ses terres méconnues et attachantes. Que tous soient remerciés de cette fidélité. Elle contribue de manière précieuse à la qualité des travaux réalisés par nos étudiants que nous vous invitons à découvrir dans les pages qui suivent et sur le site [cuej.info](http://cuej.info).

**Nicole Gauthier**

**Directrice du CUEJ - Université de Strasbourg**



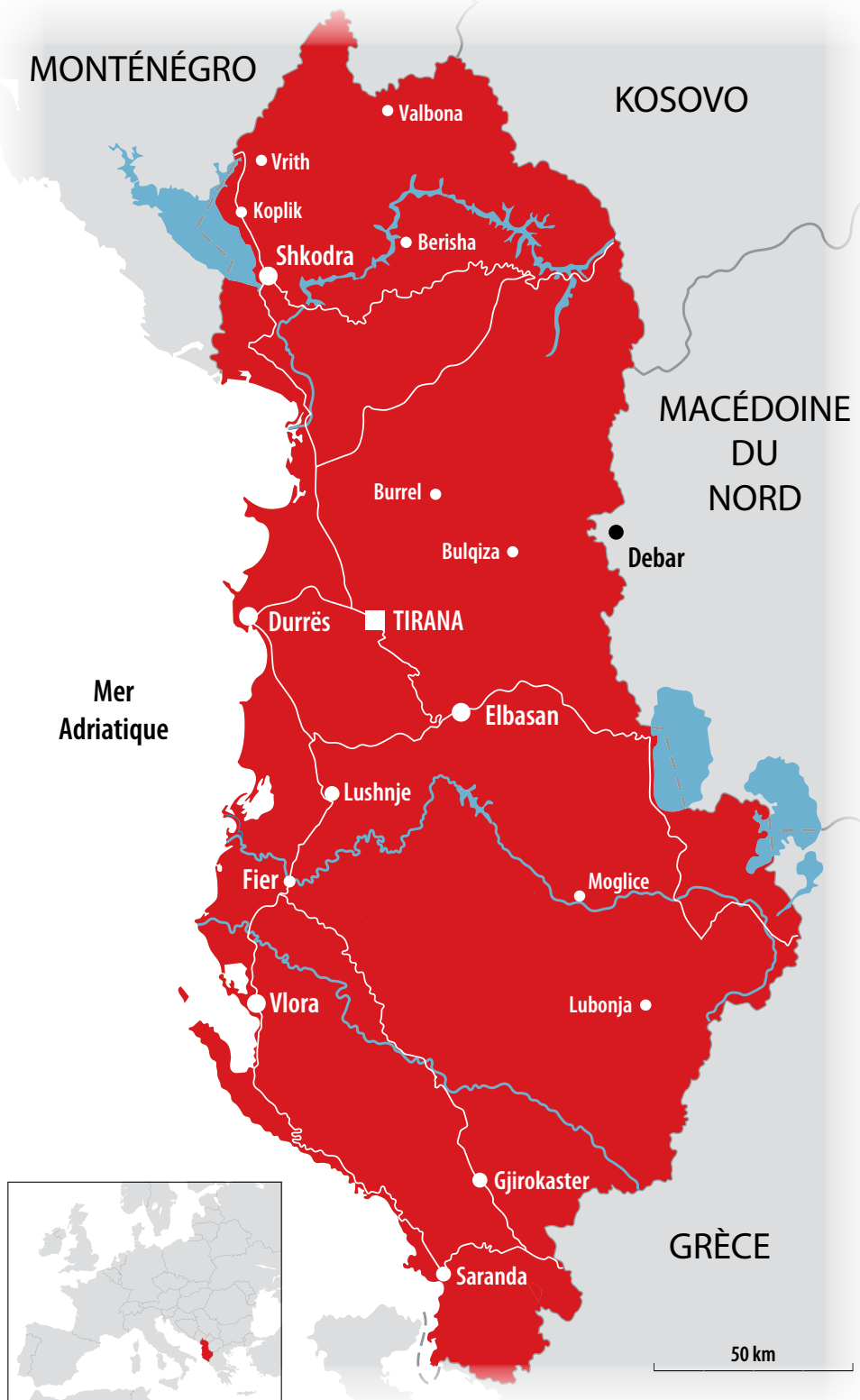
MONTÉNÉGR

KOSOVO

MACÉDOINE  
DU  
NORD

GRÈCE

Mer  
Adriatique



## L'Albanie en chiffres

### Densité

104 habitants au km<sup>2</sup>

### Population

2,8 millions d'habitants

### Taux de fécondité

1,48 enfant par femme en 2017

### Espérance de vie

78 ans

### Urbanisation

54,5 % de la population vit en ville

### Lek

C'est la monnaie locale. Un euro équivaut environ à 123 leks

### Produit intérieur brut

4060 euros par habitant  
(34 000 en France)

### Salaire minimum

210 euros

### Revenu moyen

335 euros par mois  
(2900 pour les Français)

### Taux de chômage

12,3 % de la population est au chômage

### Corruption

99<sup>e</sup> sur 180 au classement de Transparency International

### Visa Schengen

Depuis 2010, les Albanais peuvent voyager librement dans les pays de l'espace Schengen durant 90 jours

Sources : Instat, OMS, Banque mondiale, Unicef

## Repères chronologiques

### XV<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle

Membre de l'Empire ottoman jusqu'à la proclamation de son indépendance le 28 novembre 1912, jour devenu celui de la fête nationale.

### 1912 - 1939

Ahmet Zogu prend le pouvoir en tant que Premier ministre, avant de

devenir président de la République puis roi sous le nom de Zog 1<sup>er</sup>.

### 1939 - 1943

Occupation italienne. Jusqu'à la chute de Mussolini, les autorités remodelent le centre-ville de Tirana, les principales infrastructures, et mettent en place la Banque d'Albanie.

### 1944 - 1991

Régime communiste stalinien. Sous la dictature d'Enver Hoxha (1908-1985), elle est coupée du monde.

### 1991

Manifestations et affrontements conduisent aux premières élections libres et à la proclamation de la République.



# L'Albanie tirillée

**C**ela fait cent ans que Tirana a été désignée comme capitale de l'Albanie. Elle est à l'image du pays qu'elle représente, tiraillée entre mille contradictions. Ses grands boulevards rectilignes et ses bâtiments anguleux hérités de la période communiste cachent d'innombrables ruelles aux trottoirs défoncés, qui prennent l'eau à chaque averse. Ses boîtes de nuit branchées, quartier général de la jeunesse dorée, tranchent avec le quotidien difficile des vendeurs à la sauvette. Les images des stades de football européens flambant neufs, qui passent sur les télévisions des cafés chaque soir, font de l'ombre aux terrains de sport bosselés des clubs locaux. Mais la ferveur et le dynamisme des habitants font espérer un bel avenir pour eux.

Particulièrement pour la jeunesse. Celle qui rêve aujourd'hui de partir à l'étranger mais qui, pour une partie, reviendra demain enrichir le pays. Celle qui travaille dans des centres d'appels et qui étudie pour s'offrir un meilleur futur. Mais aussi celle qui manifeste dans les rues pour demander un changement de politique du pays. Les habitants veulent réinventer leur État de droit, trente ans après avoir été brusquement plongés en démocratie. S'impliquer dans un monde politique malade de la violence de ses débats. Dans les tribunaux, le souffle d'un nouvel espoir se fait déjà sentir : une réforme judiciaire sans précédent réduira



Phoebé Humbertjean / Cuij

probablement la corruption qui les gangrène. Avec en ligne de mire un rêve encore lointain : l'adhésion à une Union européenne fantasmée.

La soif de changements qui imprègne l'Albanie se ressent aujourd'hui dans la volonté de redessiner Tirana et de la moderniser pour faire d'elle une capitale à la hauteur de ses voisines européennes. C'est l'un des nombreux défis que le pays doit relever dans son incessante course au progrès. Inventer une nouvelle manière de se déplacer dans ce pays où la voiture est reine. Offrir un avenir aux

habitants des campagnes pour qu'ils ne viennent plus s'entasser dans des faubourgs surpeuplés. Aider les paysans esseulés à moderniser leurs exploitations sans perdre les particularités qui les rendent uniques. Profiter des bienfaits des investissements étrangers et d'un marché touristique en essor sans altérer son capital environnemental. Des chantiers considérables, mais qui ne font pas peur à une petite Albanie qui entend prendre en main son destin. Et prétendre un jour au statut de pays de l'Union.

**Juliette Mariage**

Un jeune graffeur dans le centre-ville de Tirana.

<b>EXIL, ESPOIR ET AMERTUME</b>	p.6
<b>ZONE DE TURBULENCES</b>	
La justice fait son procès	p.12
Des cours perturbées	p.13
« Les lois ne s'appliquent pas »	p.14
Le virus de la corruption	p.15
« Casse-toi Rama ! »	p.16
Lancers d'œufs et noms d'oiseaux	p.18
Les étudiants sèchent la politique	p.19
Vlora, un boulevard pour le PS	p.20
Shkodra, une occasion en Nord	p.21
<b>CAFÉS ET GESTES</b>	p.22
<b>SOCIÉTÉ DÉBOUSSOLÉE</b>	
Das Eldorado	p.24
Des embauches à l'appel	p.25
Chez soi comme un étranger	p.26
Toujours des rôles de dames	p.28
Le pays prend des rides	p.29
L'islam à l'heure turque	p.30
<b>PLANS SUR L'AVENIR</b>	
Tirana, le rêve d'une capitale majuscule	p.32
Une modernisation à l'occidentale	p.34
Métamorphoses imposées	p.36
Du plomb dans l'air	p.38
Fin de campagnes	p.40
L'agriculture revoit ses plants	p.42
Herbes médicinales, un brin d'espoir	p.43
Le tourisme gagne la montagne	p.44
Eaux de tension	p.46
Un chrome presque parfait	p.48
Le privé, virage dangereux	p.50
Laborieuse mise en route	p.51

# Exil, espoir et amertume



Des privations  
sous la dictature  
aux envies d'Europe  
d'une jeunesse  
désabusée, l'histoire  
de la famille Purrizo  
raconte les souffrances  
et les rêves du pays.

**M**anjola rêve de l'étranger. De la France, surtout, où elle voudrait vivre et travailler. Mais à 41 ans, avec deux enfants et un poste d'ingénieure chimiste chez Birra Tirana, la plus grande brasserie du pays, elle n'a « aucune bonne raison » d'émigrer dans l'Hexagone. Alors Manjola rêve pour sa fille, Dea, de l'Allemagne. Elle projette de l'y envoyer dans cinq ans, lorsque l'adolescente sera en âge d'aller à l'université. Pour son fils de 6 ans, Glauk, elle a le temps de voir venir. Albana, la sœur aînée de Manjola, tient le même discours. Sa fille Iris, partie en Israël à 16 ans après avoir obtenu une bourse pour y étudier les sciences, se prépare à poursuivre son cursus universitaire aux États-Unis. Albana l'aimerait près d'elle, mais elle sait que le futur de sa fille est à l'Ouest. « Elle pourra s'épanouir dans son travail et y gagnera bien sa vie », détaille fièrement la mère. Contraire-





ment à sa sœur, cette professeure de chimie dans un lycée de Tirana n'envisage pas de partir. Sauf peut-être pour finir ses vieux jours en Italie, en Toscane plus particulièrement, une région dont elle est tombée amoureuse.

Dans le salon moderne de l'appartement de leur frère, à Shkoza, dans la banlieue de Tirana, Albana et Manjola, nées respectivement en 1970 et 1978, racontent leur quotidien. Malgré leurs huit ans d'écart, les deux sœurs se ressemblent beaucoup. Elles ont les mêmes yeux malicieux quand elles sourient, la même envie de partager leurs sentiments. Occupé à ranger les courses et à trier des documents, le cadet, Agron, 46 ans, ne s'attarde pas sur le large canapé d'angle où ont pris place ses parents. En revanche, ses fils, Breno et Dario, 10 et 7 ans, font régulièrement des apparitions bruyantes pour exhiber des trophées de judo et profiter d'une présence étrangère pour étaler leurs

Au gré des photos immortalisées par le petit appareil soviétique de la famille, Xhevahire revit son histoire.

compétences en anglais. Sous les regards attendris et remplis d'orgueil du reste de la famille.

### **Enfance privilégiée et indigence communiste**

Le premier à être fier, c'est Rexhep, le patriarche de 83 ans, pour lequel la question éducative est centrale. Bien qu'issu d'un milieu modeste, il a eu la chance d'étudier. Ses parents sont morts alors

qu'il n'était qu'un bébé : sa mère, en couche, et son père, trois ans plus tard. C'est son oncle, Jonuz, qui le prend alors sous son aile. Ce père adoptif était « *un homme très cultivé* » qui lui a offert « *une éducation modèle* », reconnaît le vieil homme, la main droite posée à la place du cœur. « *C'est lui qui m'a tout donné, tout appris.* » Russo-phonie et excellent élève, Rexhep >>>

## **Le fait**

**Depuis la chute du communisme en 1991, aucun procès n'a eu lieu pour juger les crimes commis.**

>>> saisit l'opportunité de partir à Moscou pour des études supérieures en diplomatie. Il y restera quatre ans.

« *Tout allait bien pour lui, commente Manjola, qui connaît bien le passé de sa famille. Il était intelligent et avait la vie devant lui.* » Mais en 1960, Jonuz, âgé de 70 ans, se fait arrêter et condamner à vingt-cinq ans de prison pour « organisation et participation à un gang armé, agitation et propagande ». « *Mon oncle, qui jusqu'alors n'avait pas été inquiété par le régime, s'est retrouvé dans le viseur du dictateur, se souvient Rexhep. La cause : des contacts avec le général Teme Sejkos, exécuté en 1961 pour tentative de coup d'État contre Enver Hoxha.* » Ce père de cœur décède 16 ans plus tard, dans sa cellule, avec l'étiquette d'ennemi de l'État.

### Des traces indélébiles

Après cette arrestation, Rexhep est rappelé en Albanie par les autorités. « *À cette époque, avoir un membre de sa famille derrière les barreaux était suffisant pour être suspecté* », explique-t-il. Le jeune homme quitte la Russie et s'installe à Tirana. Il ramène dans ses valises un appareil photo qui ne le quittera plus. Il s'inscrit à la faculté de droit à temps partiel et décroche un petit travail dans une banque. « *J'étais une petite main, je transférais de l'argent d'un service à un autre, mais cela me permettait de gagner ma vie.* »

Plongées dans les deux épais albums photos de famille, les filles présentent tous les clichés avec frénésie. « *Là, c'est ma mère, Xhevahire, désigne Albana. Mes parents venaient de se rencontrer. Elle était très jeune, elle devait avoir 19 ans.* » « *Magnifique, n'est-ce pas ?* », s'émerveille Manjola devant les traits fins et gracieux d'un visage en noir et blanc venu d'une autre époque. Rexhep et Xhevahire se marient en 1967 et emménagent ensemble dans la capitale. « *Nous avions un réfrigérateur, une machine à laver, une grande bibliothèque, tout ce qu'il faut pour bien vivre. Nous étions heureux* », détaille le grand-père en baissant les yeux. À ses côtés, sur le divan, son épouse a le regard perdu dans la pile de photographies. Elle acquiesce d'un hochement de tête aux paroles de son mari. Albana, émue de tourner les pages empreintes de souvenirs, sort son smartphone pour capturer ces images et les envoyer via WhatsApp à sa fille. « *C'est incroyable, cela fait dix ou quinze ans que je n'ai pas vu ces photos. Je les redécouvre.* »

Page après page, les regards s'assombrissent. Manjola confirme : « *On arrive aux années passées dans le village. C'est la fin du bonheur.* » En 1968, le gouvernement force Rexhep à quitter Tirana. « *Il était intelligent et il avait trop de moyens, trop de confort. Et son oncle était en prison. C'était suffisant pour le considérer comme dangereux*, explique la benjamine. *Ils ont voulu le neutraliser.* » Rexhep doit partir vivre à Lubonja, un village pauvre, sans infrastructures, à l'est du pays. Xhevahire, enceinte de huit mois, part avec lui. Ils abandonnent tout à Tirana, sauf quelques petits

En haut : Devenu grand-père, Rexhep se remémore son passé à travers les livres photo, avec sa fille Manjola.

objets faciles à transporter. L'appareil photo en fait partie, évidemment.

Dans cet endroit, le couple vit avec une poignée d'autres exilés. Lubonja était comme le « *désert* ». Pas de conditions de vie décentes, pas de moyens, pas de perspectives. « *Il n'y avait rien. Notre vie était misérable, lâche Rexhep, le visage crispé. Nous vivions dans une étable. J'étais obligé de travailler dans les champs, ou dans le bâtiment.* » Les yeux du vieil homme s'arrêtent sur une femme accroupie au bord de l'eau. « *Là, c'est Xhevahire en train de faire la lessive à la main, directement dans la rivière, sans savon. Vous voyez ce qu'elle a enduré ?* » La femme sur la photo, aujourd'hui assise à ses côtés dans une pièce confortable, n'intervient pas. Elle laisse parler son mari, comme toujours.

En l'absence d'hygiène, de nourriture, de ressources, le bébé qui naîtra un mois après leur arrivée ne survivra pas. Quelques clichés de lui sont précieusement conservés. Le vieux couple n'en dira pas plus, encore affecté par cette épreuve. « *Nous étions comme des paysans mais avec moins de*

« **Avoir un membre de sa famille en prison était suffisant pour être suspecté** »

*droits, moins de moyens, moins de reconnaissance.* » Ce déclassement subi vingt-trois années durant, de 1968 à 1991, a laissé des traces indélébiles.

« *Le problème, c'est que le Parti communiste a simplement changé de nom : il est devenu le Parti socialiste. Et tout est fait pour étouffer cette période en Albanie.* » Depuis la fin du communisme, aucun procès n'a eu lieu pour juger les crimes commis à cette époque. Aucun pardon n'a été demandé. Devant le poste de télévision branché sur la chaîne News24, dans le salon d'Agron, les regards sont rivés sur Edi Rama, le Premier ministre, qui intervient devant le Parlement albanais. « *Son oncle était un dirigeant communiste. Spiro Koleka. Comment voulez-vous qu'on leur fasse confiance ?* », interrogent les deux sœurs, irritées, sous l'approbation de leur père.

### Épuisés par la politique

Pour chacun des membres de la famille en âge de voter, il est impensable de mettre un bulletin dans l'urne pour le parti actuellement au pouvoir. « *Depuis la fin du communisme, je n'ai jamais manqué une élection et j'ai toujours voté en faveur du Parti démocratique* », confie Rexhep. Pour lui, c'est un devoir d'aller voter. Mais personne ne se fait d'illusion. « *Nous ne croyons pas en la politique*, affirme son aînée. *Les politiciens ne se préoccupent que de leurs intérêts. Ils nous promettent une vie meilleure mais ils mentent. Quand un part, un autre arrive. C'est toujours la même chanson.* »

À Lubonja, le couple parvient à donner la vie à Albana, Agron et Manjola. Mais la tristesse de cette période persiste dans les mots. « *Vivre là-bas a été une discrimination sans nom pour nos enfants*, accuse Rexhep, la mâchoire serrée, le regard sombre. *Albana était la meilleure de sa classe, elle était brillante et irréprochable. Mais jamais elle n'a été récompensée. Jamais elle n'a reçu un certificat ou un diplôme.* » La gorge serrée, il chuchote : « *Encore aujourd'hui, mon cœur est blessé par la*

En bas : Rexhep (second rang, à droite), travaille dans le bâtiment après son exil. Bien loin de sa formation en droit.







## EXIL, ESPOIR ET AMERTUME

>>> *vie déplorable qu'ils ont connue pendant toutes ces années.* »

Dans cette famille marquée par le passé, les études occupent une place centrale. Le traumatisme du père s'est transmis de génération en génération. La meilleure façon pour ses enfants de lui rendre hommage est de faire carrière et de permettre à leurs propres enfants de réussir. Dea et Breno suivent des cours particuliers pour apprendre l'anglais et l'allemand. Le but : s'exiler ailleurs en Europe.

Déjà, en 1991, Agron ne se voyait pas rester en Albanie. Italophone grâce à son père, il file dans la Botte juste après le retour de la famille à Tirana pour y travailler et épargner. « *Il nous envoyait régulièrement de l'argent, explique sa petite sœur. Il était ouvrier dans le bâtiment et ça rapportait bien. Il nous a beaucoup aidés.* » De l'autre côté de la mer Adriatique, le fils garde un œil attentif sur sa famille. Avec ses économies, il investit dans un terrain situé en banlieue de Tirana, là où ses oncles maternels sont eux-mêmes devenus propriétaires.

### Un toit et un travail à la fin du communisme

Dix-sept ans plus tard, Agron est de retour. Il a 35 ans. Une belle opportunité économique se présente pour lui dans son pays d'origine : pendant son absence, son terrain a été déclaré constructible. Un immeuble de sept étages et d'une quarantaine d'appartements voit le jour. En échange de sa parcelle, Agron négocie cinq logements : un pour lui, un pour ses parents, et trois qu'il met en location. Aujourd'hui, avec son épouse, pharmacienne dans un local au pied de l'immeuble, ils s'en sortent bien. Mais Agron n'a qu'une envie : retourner en Italie. « *Je ne vois pas de futur ici pour mes enfants* », regrette le peintre en bâtiment.

Grâce à la bonne fortune de leur fils, Rexhep et Xhevahire ont quitté le logement offert par le Parti démocratique lors de la transition. Pour compenser les souffrances subies pendant le communisme, le président Sali Berisha, élu en 1992 à l'issue des premières élections démocratiques du pays, avait octroyé à la famille un toit, un dédommagement financier et un travail dans le domaine du droit à Rexhep. Les grands-parents vivent à présent sur le même palier que leur fils. Les filles habitent aux alentours de Don Busco, un quartier de Tirana. Elles visitent très régulièrement leurs parents et leur frère.

La promesse de la démocratie n'a pas porté ses fruits. Manjola, remplie de rancœur et de désillusions, affirme que depuis la naissance de sa fille, en 2006, ses conditions de vie se sont détériorées. « *Après mon mariage, j'ai eu Dea. Ici c'est presque toujours ainsi : les couples se marient et un an après, ils ont un enfant. L'entreprise fondée par Ari, mon époux, se portait bien. Il vendait ses machines dans le secteur textile, il exportait beaucoup, en Italie notamment. Je commençais ma carrière à Birra Tirana et nous pouvions vivre sans restrictions.* »

Au fil des années, la situation se dégrade. « *Quand mon fils est né, en 2013, ce n'était pas prévu, expli-*



La famille de gauche à droite : Xhevahire, Breno, Manjola, Dario, Rexhep et Albana,



« **Avoir deux enfants en Albanie, c'est difficile à gérer** »



Rexhep et Xhevahire, quelques mois après leur mariage.



réunis dans le salon d'Agron.

que Manjola. *Avoir deux enfants en Albanie, c'est difficile à gérer. Notre appartement est devenu étroit. Ari se bat chaque jour pour son business. À l'heure actuelle, je suis vraiment inquiète. Rien ne fonctionne dans nos institutions, rien n'est respecté.* »

Avec des prix qui augmentent mais des salaires qui restent les mêmes, la mère de famille s'interroge :

**« Je veux le meilleur pour mes enfants, mais le meilleur n'est pas ici »**

*« Comment peut-on vivre comme ça ? Je gagne bien ma vie, environ 1000 euros par mois. Mais nous sommes mi-mai*

*et je n'ai toujours pas reçu mon salaire de février. C'est comme ça depuis un an. Je ne peux rien dire, rien faire, sinon ma boîte risque de me virer et ce sera encore pire »,* se désole Manjola. Heureusement, Ari est son propre patron et touche une paie régulière. Il arrive à gagner 1200 euros environ par mois. *« Ça nous permet de nous organiser. »* Birra Tirana promet chaque semaine à Manjola que la rémunération tombera bientôt. Mais au quotidien, la mère de famille s'épuise.

### Un pays sans méritocratie

Si elle tient, c'est pour Dea et Glauk. *« Je veux le meilleur pour mes enfants, déclare-t-elle, déterminée. Et le meilleur n'est pas ici. »* Le « sacrifice » des familles pour que les jeunes puissent partir et réussir dans d'autres contrées n'est pas rare en Albanie. *« Le mérite n'existe pas ici. Tu peux étudier très dur mais ne pas trouver d'emploi dans ta branche, déplore Manjola, résignée. Ce n'est pas une terre de promesses. Ni une terre d'espoir. Pour avoir un travail, pour gagner de l'argent, il faut avoir des liens très proches avec le parti politique au pouvoir. »*

Pour beaucoup d'Albanais, la perspective d'entrer dans l'Union européenne est perçue comme l'ultime moyen de sortir le pays de la crise. 93 % des Albanais veulent voir leur pays rejoindre le marché unique, affirme une étude menée par la Commission européenne début 2019. Manjola est dubitative. *« Je n'y crois pas beaucoup. Nous devons faire toujours plus de compromis, montrer que nous sommes motivés. Mais l'UE ne semble pas beaucoup nous aimer »,* lâche-t-elle. À ses côtés, sa sœur rebondit : *« Peut-être que c'est parce qu'ici près de 60% des gens sont musulmans ? Ou alors est-ce à cause de la corruption qui ronge toutes les institutions ? »* Les deux sœurs tombent d'accord : *« Notre pays est si malade qu'il est impossible de le récupérer. »*

Si l'Albanie entre un jour dans l'UE, *« ce ne sera pas avant vingt ou vingt-cinq ans et je ne serai plus là pour le voir »,* affirme Rexhep. Mais sa vie, qu'il partage depuis toutes ces années avec sa bien-aimée, est désormais apaisée. *« Nous allons bien, nous sommes bien dans notre appartement, à proximité des nôtres. Tout ce que nous voulons, c'est vivre aussi longtemps que possible pour voir nos enfants et nos petits-enfants s'épanouir. »* S'épanouir, pour cette famille, aussi soudée soit-elle, c'est en fait s'éparpiller aux quatre coins du monde.

**Texte et photos : Sophie Włodarczak**

En haut à gauche : Xhevahire pose devant sa maison, dans le village de Lubonja, où elle a été envoyée avec son mari en exil.



Né un mois après l'arrivée à Lubonja, le premier enfant du couple décèdera en raison des mauvaises conditions de vie.





Juliette Mariage / Cnej

# La justice fait son procès

Depuis 2017, 134 juges et procureurs ont été auditionnés. Une épreuve redoutée par des magistrats souvent corrompus.

**I**l est dix heures et demie pile, lundi 13 mai, quand le procureur en chef de la cour de Gjirokaster, Sotir Kllapi, arrive au palais des congrès de Tirana pour son audience de réévaluation. Tendus, le magistrat au teint mat tripote frénétiquement ses documents en écoutant les juges de la commission spéciale dévoiler l'intégralité de son patrimoine devant une salle d'audience quasiment vide.

Ces derniers expriment leurs doutes quant à la source des revenus lui ayant permis d'acquérir une BMW, une Mercedes-Benz et un appartement à Tirana. Les 14 000 euros versés pour financer les études de son fils aux

La commission passe au crible le patrimoine des juges.

Pays-Bas par un homme, poursuivi trois fois au petit tribunal de Gjirokaster situé dans le sud de l'Albanie, sans qu'aucun procès n'ait lieu, suscite la suspicion des juges.

Sotir Kllapi sort de la séance nerveux, avec l'impression « d'avoir été regardé au microscope ». Trois jours plus tard, il ne se présente pas à l'audience durant laquelle est annoncée sa révocation de l'institution judiciaire.

## Un processus sans précédent

Comme lui, 134 juges et procureurs ont déjà fait l'objet d'un *vetting* depuis 2017. Un processus unique au monde, encadré par les États-Unis, mais surtout

par l'Union européenne. « *La Commission vérifie trois choses : la provenance des revenus des magistrats, le professionnalisme dont ils font preuve et leurs liens avec des organisations criminelles* », énumère Engert Pëllumbi, conseiller à la Cour suprême.

Afin de renforcer la confiance des citoyens en la justice, le gouvernement albanais s'est attelé depuis 2016 à nettoyer de fond en comble le système judiciaire. « *Le vetting est la base de la lutte contre la corruption qui ronge l'Albanie*, explique Tidita Fshazi, chercheuse pour la délégation de l'Union européenne. *Le processus enclenché est indispensable et désormais irréversible.* » Au

total, 98 millions euros, dont 35 % provenant d'acteurs internationaux, ont été injectés dans cette réforme considérable du système judiciaire qui vise à adopter les standards d'un État de droit. Avec un objectif clair en ligne de mire : donner des gages à l'UE.

Le *vetting* est le point d'orgue de cette démarche sans précédent ayant nécessité la réécriture de sept articles de la Constitution albanaise. Augmentation progressive du nombre de magistrats, création de deux conseils de surveillance du système, mise en place d'une unité judiciaire dédiée aux affaires de corruption... Tant de bouleversements que les Albanais finissent par s'y perdre.

### Indépendance controversée

Alors que le processus devrait s'étendre jusqu'en 2022, la lassitude se fait déjà ressentir au sein de la population.

D'autant que des critiques s'élevaient contre l'indépendance affichée de la commission du *vetting*, composée de juges albanais et d'observateurs internationaux. « Par exemple, la direction du DSIK, les services secrets évaluant les liens avec les organisations criminelles, est nommée par le Premier ministre, ce qui ne garantit pas le principe d'indépendance », regrette Engert Pëllumbi.

De leur côté, plusieurs juges démis de leurs fonctions ont saisi la Cour européenne des droits de l'Homme. Les premiers cas doivent être traités en novembre 2019.

En attendant, l'hécatombe se poursuit dans les rangs des magistrats albanais : 60 juges et procureurs ont déjà été démis de leur fonction.

Louise Claereboudt et Juliette Mariage

## Le fait

L'Albanie a engagé une réforme intégrale de son système judiciaire en 2016.

### Principaux points de la réforme

- *Vetting* : ré-évaluation des 800 magistrats en fonction en 2016.

- Augmentation du salaire des magistrats de 550 à 1500 euros.

- Création du Haut conseil judiciaire et du Haut conseil des procureurs.

- Inscription de l'école de la magistrature dans la Constitution.

Pour combler le vide laissé par le *vetting*, 57 élèves rejoindront l'école de la magistrature à la rentrée.

## Chantiers en cours

Les acteurs judiciaires amorcent une longue et difficile transformation pour redorer leur profession.

### • La Cour au ralenti

Des couloirs vides, des bureaux fermés, une salle d'audience poussiéreuse. Depuis le début de la réforme de la justice il y a trois ans, la Cour suprême fonctionne au ralenti. Sur les 19 juges de la plus haute instance judiciaire du pays, seuls trois sont encore en fonction. Impossible pour la Cour dans ces conditions de rendre des décisions, qui nécessitent la présence de cinq juges. Et même l'examen des dossiers, qui requiert trois juges, est menacé, l'un d'entre eux étant toujours en attente d'une audience à la chambre d'appel de la commission du *vetting*.

Ex-juge de Fier, petite ville située à 110 km au sud de Tirana, Engert Pëllumbi, aujourd'hui conseiller, analyse 20 dossiers par mois, qu'il transmet aux juges de la Cour pour guider leurs décisions. Dans son minuscule bureau, les dossiers s'entassent en attendant d'être

traités. « Nous sommes en train d'examiner ceux de 2014 », indique le conseiller de 37 ans. Pour lui, ce retard n'est pas une perte de temps mais une « nécessité pour lutter efficacement contre la corruption ».

### • La frénésie au tribunal

L'agitation règne au tribunal de première instance de Tirana. Les 76 juges sont submergés par les 36 000 affaires qu'ils traitent chaque année. Ils travaillent tous les jours, sacrifiant leur vie personnelle, en attendant l'arrivée des nouvelles recrues promises par la réforme.

Le processus du *vetting* n'a pas encore commencé dans les rangs des magistrats de première instance. Difficile pour eux de travailler à ce rythme avec cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes.

« Mes collègues me confient chaque jour leurs inquiétudes et leur stress », constate Enkelejda Hajro. >>>

« Il nous faudra des années pour former une nouvelle génération de juges »



Juliette Mariage / Cuej

>>> En attente de sa date d'audience, la présidente du tribunal est la seule à avoir déjà dû envoyer à la commission en charge du *vetting* les documents relatifs à ses revenus et son patrimoine. Elle est la première à voir sa vie étalée dans les médias. « *Je vois même passer le nom de l'école de mon fils de 11 ans sur les réseaux sociaux* », déplore la magistrate qui aurait souhaité une transition plus douce. « *Il nous faudra des années pour former une nouvelle génération de jeunes juges. Il aurait fallu ré-évaluer et démettre seulement les plus corrompus d'abord, ce qui aurait servi d'exemple aux autres* », estime Enkelejda Hajro. Sur son bureau trône un trophée récompensant la transparence de son tribunal.

**• L'école de tous les espoirs**

Mercredi 15 mai. 10 heures. Sept des 25 étudiants de deuxième année prennent place pour un cours de droit pénal. L'un des derniers de l'année.

En septembre 2019, 57 élèves rejoindront les bancs de l'école de la magistrature. Un chiffre bien supérieur au quota des années précédentes, afin de combler les vides laissés par les juges recalés au *vetting*. Ces nouvelles recrues, parmi les meilleurs étudiants d'Albanie, deviendront les nouveaux chefs de file du système judiciaire avec l'espoir qu'ils ne reproduisent pas les erreurs de leurs aînés. « *J'ai voulu faire l'école de la magistrature pour changer les choses* », confie Mirjan, 28 ans, en troisième année.

L'école de la magistrature a d'ailleurs pris du galon après son inscription dans la Constitution. Pour lutter contre la corruption, les élèves passeront une sorte de *vetting* à l'entrée de la formation et à la sortie, trois ans plus tard. Mais pour l'heure, le futur des étudiants déjà diplômés est en suspens car le Haut conseil judiciaire et le Haut conseil des procureurs, créés par la réforme, doivent réorganiser leur procédure de nomination. Au grand dam d'Ardit, 29 ans : « *J'attends depuis dix mois une affectation dans un tribunal. D'ici là, je ne suis pas autorisé à exercer.* »

L.C., J.M. et H.U.

# « Les lois ne sont pas appliquées »



Tom Vergez / Cuje

Lutfi Minxhozi travaille étroitement avec le bureau du Premier ministre et une *task force* du ministère de la Justice.

**L**utfi Minxhozi, chef de la direction des crimes économiques et financiers de la police nationale, estime que l'Albanie a déjà fait des efforts contre la corruption. Mais il attend beaucoup de la réforme de la justice.

**Les poursuites pour corruption ont quadruplé en cinq ans. Quelles mesures ont été prises pour en arriver là ?**

Quand je suis arrivé il y a vingt ans, 27 personnes s'occupaient des crimes financiers. Aujourd'hui, nous sommes 116. Ces dernières années, l'Albanie a mis en place plusieurs mesures pour lutter contre l'économie informelle. Par exemple, depuis trois ans, les commerces doivent fournir un ticket de caisse. La loi s'est améliorée, elle permet d'enquêter sur les fonctionnaires et de leur confisquer leurs ressources non justifiées. La corruption reste un problème, mais nous avons beaucoup progressé.

**Qu'est-ce que l'Albanie peut faire pour être plus efficace ?**

Nous avons de bonnes lois, nous avons ratifié tous les accords internationaux. Le problème, c'est leur application. Au niveau de la police, nous allons mettre en place un nouveau service, composé de 21 personnes, qui s'oc-

cuperont de traquer les biens issus d'activités criminelles. Nous formons 40 jeunes diplômés en économie pour qu'ils intègrent nos équipes en septembre. Mais ces efforts seraient vains sans la réforme de la justice.

**En quoi la réforme de la justice peut-elle réduire la corruption ?**

Le problème, c'est que nous amenons des gens devant le juge, avec toutes les preuves qu'ils sont coupables, mais ils s'en sortent quand même. On a l'impression de travailler pour rien. Nous espérons qu'après la ré-évaluation des juges, la loi pourra être mieux appliquée. La réforme en cours prévoit aussi la création du SPAK, un organisme indépendant spécialisé dans la lutte contre la corruption à haut niveau et le crime organisé.

**Comment se passe la collaboration entre tous les acteurs de la lutte anti-corruption ?**

Il y a beaucoup d'acteurs, mais chacun connaît son rôle. C'est le ministère de la Justice qui coordonne la stratégie. Le bureau du Premier ministre s'occupe plutôt de l'élaboration des textes de loi. On fait un point complet une fois par semaine avec les services. Il y a aussi un coordinateur dans chacune des instances, que l'on peut joindre à tout moment.

**Comment s'assurer que les services anti-corruption ne sont pas eux-mêmes touchés ?**

Nous devons remplir un dossier personnel sur notre travail, notre famille, nos revenus... Il est validé par les services du renseignement et le ministère de l'Intérieur. Après six mois de vérification, un certificat est attribué pour cinq ans. Il doit ensuite être renouvelé tous les trois ans. Les chefs de la police subissent des vérifications plus poussées, les mêmes que pour les magistrats.

**Propos recueillis par Mathilde Obert, Erjana Sala et Tom Vergez**

## Le fait

**Selon Transparency International, l'Albanie est le troisième pays le plus corrompu d'Europe.**



# Le virus de la corruption

Dans les hôpitaux, l'accès aux soins se négocie sous la blouse. Un détournement de la tradition, de plus en plus critiqué.



Tom Vergez / Cujej

Les médecins risquent entre deux et huit ans de prison en cas de pot-de-vin. Par crainte des sanctions, peu acceptent d'en parler.

et condamnés. « *Changer la loi ne suffit pas, il faut changer les mentalités, souffle Ilir Beqaj. Le docteur, c'est un Dieu. Et on ne porte pas plainte contre Dieu.* » Si ces dessous-de-table perdurent, c'est parce que la santé manque de moyens, avance Nard Ndoka, à la tête du parti démocrate-chrétien et ministre de la Santé de 2007 à 2008. Les dépenses publiques dans le secteur représentent 5,9 % du PIB, contre 11,5 % en France selon l'Organisation mondiale de la santé. « *Les docteurs à l'hôpital public gagnent entre 600 et 800 euros par mois. S'ils étaient mieux rémunérés, ils seraient moins tentés par les pots-de-vin* », assure-t-il. >>>

**P**lus d'un Albanais sur deux a payé un pot-de-vin à un employé du secteur de la santé en 2017. Cinq fois plus que dans n'importe quel autre pays des Balkans (1). « *Il y a trois ans, mon père s'est retrouvé dans le coma et a dû rester à l'hôpital pendant un mois, raconte Blerina\*. Quand on voulait aller le voir, les infirmières disaient que ce n'était pas possible, jusqu'à ce qu'on propose de l'argent. C'était juste cinq euros, mais trois fois par jour.* »

## Payer aussi pour le ménage

Son cas n'est pas isolé. Quand le père d'Anila a eu un accident de voiture, les chirurgiens de l'hôpital de Laç n'ont pas voulu l'opérer tant que sa famille ne payait pas. « *On a refusé et il a fallu faire 50 km pour l'amener à Tirana. La situation est pire hors de la capitale.* » Dans les hôpitaux publics, il faut souvent laisser une pièce à l'employé qui passe le balai dans le hall, ou un billet supplémen-

taire pour être sûr que le ménage sera bien fait dans sa chambre. Alors que les services fournis dans les hôpitaux sont censés être gratuits, la Banque mondiale estime que 57 % des frais de santé des Albanais sortent de leurs poches.

## Une tradition détournée

Beaucoup de patients ouvrent leur portefeuille d'eux-mêmes. « *C'est un état d'esprit, considère Nikoleta Dervishi, présidente de l'association de consommateurs Konsumatori në fokus. On pense qu'on doit payer pour avoir un meilleur service.* » Ilir Beqaj, député (PS) et ministre de la Santé de 2013 à 2017, confirme :

**« Les gens commencent à se rendre compte qu'ils risquent une sanction »**

« *Quand un père voit naître son fils, il fait un cadeau au médecin qui s'est occupé de*

*l'accouchement. C'est important pour nous. Mais beaucoup de docteurs abusent de cette tradition.* » Cette culture du pourboire explique pourquoi les actes de corruption sont si peu dénoncés

## Senja Doda, 78 ans



Marie Dédéban / Cujej

**« La démocratie est un système injuste »**

« *Je viens ici tous les jours quand il ne pleut pas. Je propose aux gens de se peser, pour huit centimes d'euros. Comme ça, je peux manger. C'est le mois du ramadan, alors c'est plus facile, parce que les musulmans doivent faire l'aumône. Mon fils vit en Italie. Je vais le voir une fois par an, et là-bas aussi j'emporte ma balance. Sous le communisme, j'étais professeure de russe à l'université. J'avais un toit, de quoi manger. La démocratie est un système injuste. Tout le monde meurt de faim.* »

>>> Le gouvernement fait des efforts pour endiguer cette corruption du quotidien, comme la mise en place de l'envoi automatique de questionnaires de satisfaction à chaque passage à l'hôpital. Depuis 2018, un système informatique permet au médecin généraliste de prendre rendez-vous chez le spécialiste à la place du patient. En rendant publics les emplois du temps des spécialistes, la plateforme *E-referime* doit mettre fin à une pratique répandue, payer pour obtenir un rendez-vous plus rapide.

### La solution numérique

Autre initiative gouvernementale : le site *Shqipëria që duam* (L'Albanie que nous voulons) créé en octobre 2017. Les Albanais peuvent y dénoncer les dysfonctionnements des services publics. Les plaintes sont transmises au ministère concerné, ainsi qu'à la *task force* anti-corruption du ministère de la Justice si nécessaire. En diminuant les contacts humains, le numérique apparaît comme un outil essentiel de lutte contre la corruption.

Plusieurs affaires médiatisées de médecins corrompus ont aussi éveillé les consciences. « *Les gens commencent à se rendre compte qu'ils risquent une sanction* », décrit Eridana Çano, directrice de la plateforme *Shqipëria që duam*. Accusé de corruption passive, le médecin qui accepte l'argent risque entre deux et huit ans de prison et une interdiction de travailler dans la fonction publique. Auteur de corruption active, le patient qui propose l'argent encourt de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Encore faut-il que les poursuites soient lancées et les sanctions appliquées. En moyenne, cinq personnes seulement sont condamnées chaque année pour des faits de corruption dans le domaine de la santé.

**Enxhi Hoxha, Mathilde Obert et Tom Vergez**

(1) D'après le baromètre du Conseil de coordination régionale des Balkans, qui aide à l'intégration européenne des pays de la région.

\* Le prénom a été modifié.

Tirana lors de la manifestation du 11 mai 2019. (Photo : Florian Bouhot / Cuej)

# « Casse-toi Rama ! »

## Depuis février, l'opposition investit la rue pour demander la démission du Premier ministre socialiste.

**R**ama, ik! Rama, ik! » Le slogan scandé en manifestation est devenu le tube des opposants. Le premier à entonner « *Rama, dégage !* », juché sur son podium et ségosillant dans son micro, c'est Lulzim Basha, président du Parti démocratique et chef de l'opposition conservatrice. Les basses

grésillent. La foule, électrisée, s'approprie cette exigence de démission du Premier ministre socialiste, Edi Rama. Des bras émergent pour jeter en cre, cocktails-molotov et

autres projectiles contre la façade des bureaux du chef du gouvernement.

Les hostilités ont repris en février après la publication d'une enquête menée par le média américain *Voice of America* et des journalistes originaires des Balkans. Celle-ci accuse le Parti socialiste (PS) d'avoir eu recours à un intermédiaire criminel pour acheter des voix lors des législatives de 2017. Dans son rapport post-élections, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) notait simplement des irrégularités et un manque de transparence.

Dès la proclamation des résultats, le Parti démocratique, ennemi du PS depuis la chute du communisme en 1991, décidait de boycotter l'hémicycle. Ces nouvelles assertions remettent une pièce dans la machine. Le 14 février dernier, une passe

d'armes a lieu entre Rama et Basha au Parlement. À l'appel des conservateurs, plusieurs milliers de personnes investissent les rues deux jours plus tard. Les forces de l'ordre, dotées d'équipements anti-émeute et de masques à gaz, sont dépêchées sur le boulevard des Martyrs de la Nation pour contenir la contestation grandissante.

### Des élus démissionnent

Le 21, une manifestation est menée par la soixantaine de députés du Parti démocratique. Globalement pacifique, elle culmine avec la démission inédite des élus, qui brûlent leurs mandats. Un nouveau cap est franchi quand l'opposition annonce bouder les élections municipales de juin. Une démarche soutenue par le Parti socialiste pour l'intégration (LSI), qui a fait sécession du PS en 2005.

Six autres formations plus confidentielles s'y joignent et exigent des législatives anticipées. Un nouveau bras de fer. Selon Edi Rama, un « *suicide politique* ». Mais une opposition tente de s'opposer à l'opposition. Le Parti de la conviction démocratique, mené par des frondeurs du Parti démocratique au Parlement, refuse de suivre. Furieux, Lulzim Basha parle d'une « *opposition de pacotille* ». Depuis avril, les États-Unis pressent l'opposition de retourner au Parlement. Et l'Union européenne juge l'escalade « *contre-productive* ». Une instabilité qui pourrait menacer l'ouverture des négociations d'entrée du pays dans une Union européenne déjà frileuse.

**Vincent Ballester et Florian Bouhot**







# Lancers d'œufs et noms d'oiseaux

Depuis la fin du communisme, insultes et déstabilisations font partie intégrante de la scène politique.

**P**our la Saint-Valentin 2019, l'heure n'est pas à l'amour au Parlement albanais, le Kuvendi. Edi Paloka, député du Parti démocratique, asperge d'encre le Premier ministre socialiste Edi Rama. Stoïque, le chef du gouvernement albanais reste à sa tâche pendant que son assaillant est exfiltré *manu militari* : il sera privé de Parlement pendant dix jours. Edi Rama, 54 ans, est un habitué. On lui a déjà écrasé un œuf sur la tête et on ne compte plus les insultes et les accusations dont il a fait l'objet. Lui-même en est friand quand il s'agit d'attaquer ses adversaires, notamment le chef de l'opposition, Lulzim Basha.

Plus jeune que le Premier ministre, celui-ci incarne, à 44 ans, la nouvelle garde du Parti démocratique qui a notamment éjecté Edi Rama du fauteuil de maire de Tirana en 2011. Depuis, ils s'accusent mutuellement – parfois à raison – d'avoir truqué les élections ou d'être proches des milieux criminels. Un « *sport populaire* » pour Aleksandër Furxhi, présentateur de l'émission Kapital sur la chaîne Vizion Plus et ancien correspondant de la BBC : « *Chaque parti attaque l'autre sur ce qu'il a lui-même fait auparavant...* » Une ambiance digne d'une cour d'école.

## La grande récréation

Les accusations ont viré en crise politique. Lulzim Basha a appelé au boycott des élections municipales de juin 2019 et à manifester

pour chasser Edi Rama du pouvoir. Il a aussi brûlé avec ses collègues démissionnaires son mandat de député. Un « *suicide politique* » pour Aleksandër Furxhi : « *Basha n'est pas quelqu'un de violent, mais il n'avait pas le choix. Il ne perce pas dans les sondages. Ce qu'il fait, c'est pour sauver la face.* » Ce stratagème a un coût : « *Les gens ne croient plus en la politique et pensent que leur vote ne servira à rien* », regrette Lorina Halijaj, une étudiante en finances.

Les invectives fusent. Lufti Der-vishi, animateur de l'émission Përballë sur la chaîne RTSH1, explique : « *Les accusations et les injures, c'est devenu une caractéristique de la classe politique albanaise. Cela a commencé dès l'élection du premier Parlement démocratique en 1991.* »

Le droit d'injurier et d'accuser sans fondement – peu de ces invectives mènent au tribunal – serait une « *mauvaise interprétation de la liberté d'expression* ». « *Le peuple albanais, opprimé pendant cinq décennies par le communisme, perçoit cette liberté comme le droit de dire ce qu'il veut, où il veut, autant qu'il le veut* », poursuit Lufti Der-vishi. Même le président de la République Ilir Meta – constitutionnellement dépositaire de l'unité du pays et de la neutralité politique – a accusé Edi Rama d'avoir truqué des marchés publics.

**« Durant leurs mois de boycott, les députés d'opposition ont passé leur temps à violer des poules pour voler leurs œufs ! »**

**Edi Rama, avril 2018**

**« Je ne vois plus aucune raison de demeurer au sein d'un Parlement élu avec les voix du crime et de la mafia. »**

**Lulzim Basha, février 2019**

**« On m'a accusé d'être homosexuel, d'être issu d'Al Qaïda, et de ne pas être le père de mon fils. »**

**Edi Rama, février 2016**

Les insultes *ad hominem*, le fondateur du Parti démocratique et premier président de l'Albanie post-communiste, Sali Berisha, en a fait sa spécialité. Cet apparatus-chik, qui a commencé sa carrière sous l'ère communiste, a précédé Edi Rama au poste de Premier ministre avant 2013. Le journaliste Aleksandër Furxhi en dresse un portrait détonnant : « *Berisha a toujours été très agressif, violent. C'est quasi-normal d'entendre de sa bouche des mots comme criminel, assassin, voleur, violeur. C'est comme s'il disait bonjour ! Le pire élément de son arsenal verbal, ce sont ses allégations portant sur la fidélité des épouses. Il attaque ses adversaires en disant que leurs enfants ne sont pas d'eux. Ici, c'est très grave.* »

## La bataille des mots

Afrim Krasniqi, directeur de l'Institut de sciences politiques de Tirana, fait remonter cette manie de salir l'adversaire à la Révolution culturelle de 1966 en Chine, sur laquelle s'est alignée l'Albanie après sa rupture avec l'URSS : « *Rama dit de Berisha qu'il est vieux et corrompu, et Berisha parle de Rama comme proche des milieux de la drogue. Avec ces attaques personnelles, ils veulent détruire la crédibilité de l'autre auprès des gens.* » Quand le poids des mots ne suffit plus, le choc des images prend le relais. En 2007, l'opposition a fait circuler des photographies d'Edi Rama bronzant sur une plage nudiste.

Ces « hommes forts » se veulent inamovibles, mais Afrim Krasniqi n'est pas de cet avis : « *Je les vois comme des dirigeants de transition.* » Malgré ses efforts depuis la chute du régime d'Enver Hoxha, la jeune démocratie albanaise a encore besoin de temps pour atteindre la maturité. En 1997, un règlement de compte à l'arme à feu avait eu lieu en plein Parlement. Rien d'aussi grave n'est arrivé depuis au sein du Kuvendi.

**Vincent Ballester et Senada Llukaj**



Juliette Vilrobe / Cuje

## Les étudiants sèchent la politique

Depuis décembre, la rue est témoin des revendications pour de meilleures conditions d'enseignement.

**L**e 4 décembre 2018, une centaine d'étudiants manifestent dans les rues de Tirana. Une semaine après, contre toute attente, le mouvement en rassemble 15 000 dans tout le pays. Pendant plusieurs semaines, ils boycottent les cours pour protester pendant des heures dans le froid devant le ministère de l'Éducation. Une surprise pour Organizata Politika, un groupement de jeunes intellectuels et d'ouvriers qui s'est opposé aux réformes néolibérales en organisant des manifestations dès 2015, sans jamais rassembler autant de monde. « *Les étudiants se sont révoltés spontanément* », constate Redi Muçi, activiste du groupe.

### Master toujours trop cher

Les conditions d'études empirent d'année en année : les frais d'inscription augmentent, la qualité de l'enseignement et l'équipement des universités publiques demeurent insuffisants et l'état

Une centaine de personnes devant le ministère de l'Éducation mercredi 22 mai.

des résidences universitaires est unanimement jugé « *déplorable* ». En 2018, le gouvernement socialiste annonce la mise en place d'épreuves de rattrapages payantes. La goutte d'eau. En décembre, les étudiants formulent plusieurs revendications « *non négociables* » comme l'annulation de la réforme néolibérale dans l'éducation et le doublement du budget de l'enseignement supérieur qui ne correspond qu'à 3 % du PIB. Le but : réduire les droits d'inscription de moitié. Le ministère dit oui à la réduction des frais, mais seulement pour l'année 2019 et pour les études en licence, moins coûteuses que celles en master.

### Rester à l'écart de la politique

Pour la présence des étudiants au sein des conseils d'administration des universités publiques, le

gouvernement botte en touche. Les manifestations s'arrêtent pourtant fin janvier. Pour Arjana, 23 ans, étudiante en master de sciences politiques, il s'agissait surtout d'éviter que le mouvement étudiant

**« On ne voulait pas de politiciens, on ne leur fait pas confiance »**

ne soit instrumentalisé : « *On ne voulait pas de politiciens, on ne leur fait pas*

*confiance.* » Les premiers jours, « *le mouvement était assez pur, il n'y avait que des étudiants,* confirme Anxhela, étudiante de 21 ans en littérature albanaise. *Mais après, les partis politiques ont infiltré le mouvement* ».

Le risque de devoir redoubler, ce qui ferait perdre du temps et surtout de l'argent, a aussi joué en faveur de la fin du mouvement. « *On va continuer à manifester jusqu'à ce que nos revendications soient acceptées* », assure pourtant Arjana.

**Melina Lang et Senada Llukaj**





# Vlora, un boulevard pour le PS

Dans le fief du Premier ministre Edi Rama, l'opposition peine à se faire entendre malgré les problèmes économiques.

**D**es palmiers, une promenade baignée d'un doux soleil de mai et une ligne de montagnes à l'horizon. Un front de mer dessiné, hérissé de complexes hôteliers, colosses aux pieds desquels cafés et bars répandent les tubes latinos dont les Albansais sont si friands. En l'espace d'une vingtaine d'années, Vlora, bâtie sur les bords de l'Adriatique s'est transformée. La ville est devenue un centre touristique important, prisé par les Américains et les Norvégiens. C'est dans cette métropole située à 150 kilomètres de la capitale que le Premier ministre Edi Rama s'est installé en 2013. Il y a été élu député, après onze ans à la mairie de Tirana, sa ville d'origine.

À Vlora plus qu'ailleurs dans le sud de l'Albanie, où le rouge du socialisme recouvre les cartes électorales, le terreau est favorable à ses discours. Depuis vingt-deux ans, le parti de gauche rafle tous les scrutins, municipaux et

législatifs. Une base socialiste héritée du communisme, conjuguée à une rancœur tenace envers le Parti démocratique (PD) remontant à 1997(1).

## « Le Vlora que je veux... »

Edi Rama s'offre des visites régulières dans son fief adoptif. En février dernier, alors que l'opposition manifestait à Tirana, le chef du gouvernement tenait à

Vlora un meeting devant près de 5000 personnes, massées sur la place du Drapeau. L'occasion pour lui de

glorifier Vlora, « lieu idéal pour comprendre non seulement le passé et le présent, mais également le présent et l'avenir ». Et le Premier ministre d'enchaîner les promesses : « *Le Vlora que je veux est un endroit où l'activité touristique est florissante et où le nombre de visiteurs est supérieur à celui que nous avons aujourd'hui (...)* Les quatre prochaines années, nous ferons plus pour Vlora que lors des quatre précédentes. » Gra-

Le boulevard Ismail Qemali est en travaux depuis février 2018.

moz Nazeraj, ancien président de l'antenne locale du Parti démocratique (PD), tacle : « *Rama prend la parole tout le temps. Ici, le maire n'a même pas besoin de faire campagne !* »

Pour poursuivre le développement du tourisme dans « sa » ville, Rama a promis d'y construire le second aéroport du pays. « *Le pouvoir central valide les projets locaux. Vlora bénéficie de beaucoup plus de fonds qu'entre 2005 et 2013, quand le Parti démocratique était au gouvernement* », se félicite Jeton Puka, conseiller du maire. En cours d'asphaltage, le nouveau boulevard Ismail Qemali liera la côte au centre historique et « *contribuera à la renaissance de Vlora* », selon Edi Rama. Les travaux doivent arriver à leur terme fin juin, juste avant les élections municipales.

En remontant ledit boulevard sur un kilomètre et demi, un autre quartier apparaît. Plus anarchique et plus poussiéreux, il tranche avec l'image colorée du front de mer. « *Il y a un décalage entre le luxe et le ghetto, assène Gramoz Nazeraj. Les inégalités grandissent.* » En 2018, la préfecture de Vlora, équivalent d'une région, accusait le taux de chômage le plus important du pays : 21,9 %, en augmenta-

**« Ici, le maire n'a même pas besoin de faire campagne ! »**





tion de dix points par rapport à 2008. Une tendance inverse aux 12,3 % de la moyenne nationale, un chiffre en baisse constante ces dernières années. Dépendante du tourisme, la ville peine encore à offrir de l'emploi en dehors de la période estivale.

### Des élections sans suspens

Yeux bleu électrique et regard dans le vide, Arjan Rexhepi se dit désabusé. Ce gardien d'un hôtel quatre étoiles doit faire avec 250 euros par mois. Il mitraille : « *Je ne vote pas ! Ça ne m'intéresse pas qui est à la mairie ! Je veux juste des solutions concrètes ! J'ai dû emprunter du lait à la pharmacie pour nourrir ma fille, j'ai du mal à payer l'électricité... Même le prix des légumes a augmenté...* »

Pourtant, le Parti démocratique ne capitalise pas sur le mécontentement d'une partie de la population et les socialistes sont « *presque intouchables* » à Vlora, de l'avis du conseiller du maire. « *C'est uniquement parce qu'ils achètent des votes, dénonce le représentant du PD. Dans les villages autour de Vlora, inclus dans la municipalité depuis la réforme territoriale de 2014, certains sont si pauvres qu'ils sont prêts à vendre leur voix.* » Dans les rues de Vlora, les plus précaires refusent parfois de parler des socialistes de peur de perdre leur emploi. D'autres s'exclament « *Vive le PS !* », comme cette vendeuse de bananes rencontrée au marché : « *Il a donné du travail à ma fille !* »

Dans les urnes, Dritan Leli, maire de Vlora, fera face à Valbona Mezini. La candidate du jeune Parti de la conviction démocratique, composé de dissidents du PD, s'accroche à un mince espoir : mettre fin à l'hégémonie de Rama et du PS, « *qui perçoivent Vlora comme leur propriété* ». Pour les socialistes, la route vers la victoire semble toute tracée.

**Florian Bouhot  
et Senada Llukaj**

(1) Après la chute du système économique pyramidal, le pays est ruiné. S'en suivent guerre civile et démission du chef d'État.



# Shkodra, une occasion en Nord

La municipalité, aux mains de la droite depuis 2000, pourrait passer à gauche.

**C**'est l'heure de la conquête : jeudi 17 mai, au siège du Parti socialiste (PS) à Shkodra, quelques dizaines d'adhérents se sont réunis pour choisir leur candidat. Valdrin Pjetri portera les couleurs de la formation d'opposition lors des élections municipales du 30 juin. « *Gagner à Shkodra est un objectif majeur, et si on y parvient, on ne lâchera plus les commandes. Nous avons préparé un programme spécifique pour la ville. Les rencontres avec la population commenceront dans quelques jours* », affirme Edmond Emini, chef de la section du PS. Malgré sa défaite aux dernières législatives de 2013 et 2017, la droite tient la municipalité de Shkodra depuis 2000.

Car ici, l'histoire pèse lourd les jours de vote. Particulièrement touchée par la persécution du régime communiste, la ville préfère le Parti démocratique (PD) aux socialistes, perçus comme les héritiers des apparatchiks de la dictature. Une donne qui devrait changer le 30 juin, en l'absence du PD, qui a choisi de boycotter

le scrutin pour contester la gestion du Premier ministre PS, Edi Rama.

### Délaissée par l'État

Le climat de règlement de comptes a gagné Shkodra. Élu en 2015, la maire PD Voltana Ademi accuse le pouvoir central de se venger de la ville, notamment en déménageant plusieurs institutions régionales, comme les directions de l'éducation et des eaux, dans d'autres villes. « *Depuis quatre ans, le gouvernement n'investit plus dans les routes nationales et les ponts ici* », renchérit-elle.

« *Il est peut-être temps d'essayer les Socialistes dans la ville pour voir ce que cela donnerait* », commente Vehbi, 65 ans. Ancien militaire, l'émigré en Italie revient régulièrement à Shkodra où il est propriétaire d'une maison depuis six ans. « *On paie des taxes mais on ne ressent pas de changement significatif. Les partis doivent apprendre à coopérer au lieu de penser à leurs propres intérêts* », regrette Vehbi.

Loin de cette exhortation, le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) entend bien endosser le rôle d'outsider. La troisième force politique du pays qui a remporté 17,5 % des voix aux municipales de 2015 à Shkodra, contre 7,8 % en 2011, devra faire face au PS qui, lui, reculait légèrement dans la même période. L'ancien allié des socialistes, reconverti en adversaire après 2017, fait des hommes d'affaires sa force de frappe. À l'image d'Agron Çela, député de Shkodra et propriétaire de l'hôtel Grand Europa ainsi que de la chaîne TV1, tous deux situés à quelques encablures du siège de la mairie.

**Ada Gjeçaj, Louay Kerdouss  
et Enia Matishi**

**Le fait**  
**Le Parti démocratique a décidé de boycotter les élections municipales du 30 juin 2019.**

Voltana Ademi, maire de la ville, ne briguera pas un autre mandat.



Louay Kerdouss / Cuej





1



2



3



4

Camille Wong / Cuej



# Cafés et gestes

Rire, débattre ou souffler, tout se passe ici.

## 1. Telekom Lounge, Tirana - 23h

Le samedi soir, les Tiranais investissent en nombre Blloku. L'ancien quartier de la nomenklatura est devenu le plus branché de la capitale.

## 2. Café Sfinksi, Durrës - 13h30

Tous les jours à la même heure, Perie, 81 ans, prend l'air dans ce café. L'occasion pour cette ancienne professeure d'histoire de « moins regarder la TV ».

## 3. Voodoo café, Tirana - 21h

Elton, 25 ans et son cousin Lijton, 21 ans, se retrouvent souvent ici pour jouer, au backgammon. « C'est un jeu chinois, mais ici en Albanie, il est très populaire », assurent-ils.

## 4. Café Kaon, Tirana - 11h

Tous les matins, Gezim et Halip, quinquagénaires au chômage, viennent passer le temps sur la terrasse pour lire les petites annonces.

## 5. Telekom Lounge, Tirana - 22h

Elisa et ses copines discutent sur fond de musique électro. Principaux sujets de conversation pour ces étudiantes en droit de 19 ans : les cours et les garçons.

## 6. Kafë bar, Lushnje - 16h

À Lushnje, les paysans aiment décompresser au café après une journée de labeur. Et les femmes ? « Elles restent à la ferme pour travailler. »

## 7. Dada, Tirana - 19h30

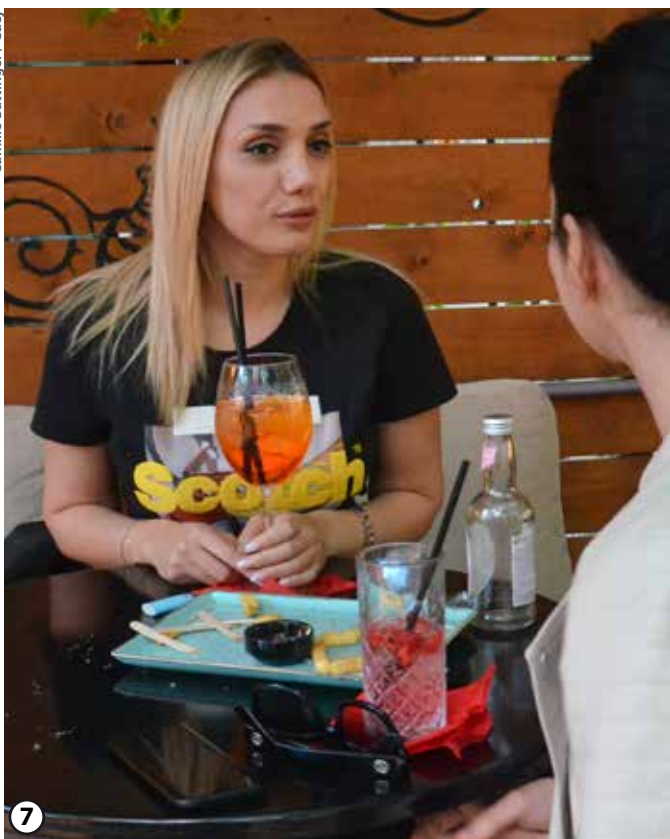
Teuta, la trentaine, aime siroter un spritz au Dada. Dès qu'elle est dans la capitale, cette hôtesse de l'air y retrouve Erisa, son amie de longue date.



Louise Claereboudt / Cuej



Louise Claereboudt / Cuej



Camille Battinger / Cuej



Louise Claereboudt / Cuej

Louise Claereboudt / Cuej



Thibaut Chéreau / Cuej



# Das Eldorado

Travailler, étudier ou retrouver sa famille : l'Allemagne incarne la promesse d'une vie meilleure.

**D**iscipline, travail, bière, saucisses... les salles de classe du centre Goethe, à Tirana, bruissent de clichés sur l'Allemagne. Les 800 élèves qui les fréquentent n'apprennent pas seulement la langue, ils essaient de voir plus loin que ces images d'Épinal, avec l'aide de leurs professeurs. « *Le but est d'établir une image réaliste de l'Allemagne* », explique Alketa Kuka, directrice de l'établissement.

Anida, 36 ans, y suit des cours, accompagnée de son mari. Cette mère de deux jeunes enfants espère qu'elle pourra ainsi s'expatrier là-bas. Comme 84 % des Albanais qui souhaitent émigrer, le but est d'abord de trouver un emploi, selon l'Institut de statistiques albanais. Avec un taux de chômage à 5 %, le bon élève de l'Union européenne attire. Anida, revenue au pays après ses études en Italie, imagine un avenir meilleur pour ses deux enfants en Allemagne. « *Les systèmes éducatif et de santé y sont meilleurs qu'ici* », souligne la mère. Jola, employée d'un centre d'appel, rêve aussi en allemand. « *J'ai déjà des lettres de recommandation de mes professeurs* », raconte la jeune femme de 23 ans qui n'a pas osé partir après sa licence de langues. Sa mère était contre et n'avait pas les ressources nécessaires. Aujourd'hui, son revenu mensuel

**32%**

c'est la hausse du nombre de visas allemands attribués à des Albanais entre 2017 et 2018. En 2018, 7014 titres ont été délivrés.

Chaque jour, ils sont des dizaines à se presser devant l'ambassade allemande pour obtenir le précieux sésame.

de 400 euros lui permettrait d'acheter son billet. Confrontée à la corruption à plusieurs reprises, elle soupire : « *Je n'en peux plus ici* ». Elle envisage de rejoindre son frère et sa meilleure amie. Même si rien n'est encore fait, Jola est déterminée : « *Tu ne vis pas ici, tu survis seulement.* »

## Le diplôme puis le départ

Hysni Bendo, fraîchement diplômé en médecine à Tirana, confirme. « *Tu t'investis beaucoup, mais tu ne gagnes pas assez d'argent pour mener une vie normale* », s'énerve-t-il. Chez les médecins, 24 % se disent prêts à partir tout de suite et 54 % le feraient en cas d'opportunité, selon un sondage réalisé en 2018. Après son internat, Hysni Bendo souhaite se spécialiser en Allemagne. Il est convaincu que « *la formation allemande est bien meilleure* ».

## Le fait

**Un tiers des Albanais vit en dehors de son pays, la moitié souhaite le quitter.**

Par la suite, il aimerait bien y rester, vu qu'un spécialiste gagne environ 7000 euros brut par mois tandis qu'en Albanie, le



salaires tourne autour de 400 euros. Déjà plus de 500 médecins albanais vivent en Allemagne et beaucoup d'autres veulent les rejoindre. Depuis 2013, le nombre de praticiens qui souhaitent s'expatrier ne cesse d'augmenter. Conséquence, l'Albanie est en manque : 1,2 médecin pour 1000 habitants. Depuis 2016, ils sont 200 à vouloir quitter le pays tous les ans, alors que l'université n'en forme que 150 chaque année.

### Cours de langue intensifs

Pour étudier ou travailler, l'Allemagne exige des futurs migrants une bonne connaissance de la langue. Il faut qu'ils aient atteint le niveau B2 minimum (classification européenne pour les niveaux de langues). Doris, étudiante en master de sciences politiques à Tirana, ne parle pas allemand, mais très bien anglais. Elle a donc postulé pour un double master en anglais, dont la première année se déroule en Autriche et la deuxième dans une université des Balkans.

Émigrer, cela se prépare, et souvent des années à l'avance. Alba Cani, 22 ans, souhaitait déjà partir

étudier en Allemagne après son baccalauréat mais, faute d'argent, elle a passé sa licence de finance et comptabilité à Tirana. Pendant son cursus, elle a vécu un mois à Aix-la-Chapelle pour prendre des cours intensifs de langue dans le cadre d'un programme de l'Office allemand d'échanges universitaires, qui favorise la mobilité des étudiants. En 2017, 194 étudiants albanais en ont bénéficié.

En avril, Alba a postulé pour un master en Allemagne mais elle n'aura la réponse que fin juillet. Il ne lui restera alors que deux mois pour préparer son déménagement à l'étranger et obtenir un

visa. Si celui-ci ne coûte que 75 euros, l'Allemagne exige 8640 euros sur un compte bloqué. L'État fédéral veut être sûr que les étudiants étrangers aient les moyens de s'auto-financer. Mais pour Alba, la crainte est ailleurs. Elle a peur de ne pas donner satisfaction aux

professeurs allemands. Pourtant, elle s'accroche à sa devise avec conviction : « *Aie peur, mais fais-le quand même.* »

Melina Lang

« Tu t'investis beaucoup, mais tu ne gagnes pas assez d'argent »

## Des embauches à l'appel

Les salaires attractifs des centres d'appels attirent des milliers de jeunes. Ils sont plébiscités par les multinationales à la recherche d'une main-d'œuvre abordable.

À la sortie de l'école d'infirmière, Xhei, 23 ans, n'a même pas passé l'examen final. « *Je savais pertinemment que je serais mieux payée dans un centre d'appels* », confie-t-elle, l'air résigné. Elle assure le SAV de compagnies d'assurances ou de fournisseurs ADSL dans une société italienne et gagne environ 400 euros par mois pour 40 heures par semaine.

À Tirana, beaucoup de jeunes ont déjà franchi la porte de l'un des 800 centres d'appels. Entre 25 000 et 30 000 Albanais y sont employés à temps partiel ou à temps plein. La main d'œuvre peu chère et polyglotte attire les entreprises étrangères.

### Double du salaire minimum

Les entreprises locales sous-traitent majoritairement pour des clients italiens. Les jeunes du pays ont appris la langue grâce à leurs parents, à l'école, à l'université, avec les programmes télévisés... Les centres d'appels sont tellement nombreux – en quinze ans leur nombre a doublé – qu'une nouvelle économie s'est créée, à



Camille Wong / Cujej

Le centre d'appels de la multinationale Teleperformance est l'un des plus gros du pays avec 2000 employés.

l'instar de l'European Learning Center fondé par deux sœurs, Orjeta et Jurisana Zhupa. Ce petit business familial, qui assure former entre 400 et 500 personnes par an, collabore avec IDS et Teleperformance, deux des trois plus grands centres d'appels d'Albanie. Fatjon, 28 ans, a travaillé dans ces deux entreprises, mais a appris l'italien sur le tas. Avec sa licence d'histoire, « *il était très dur de trouver un job dans mon domaine* », raconte ce jeune manager. Aujourd'hui, son salaire

d'environ 500 euros chez Teleperformance – plus du double du salaire minimum – permet à ce jeune marié d'imaginer fonder une famille.

### Recrutement express

Dans un pays où plus d'un jeune sur quatre est au chômage, ces centres d'appels sont une solution de facilité. « *On peut passer un entretien le vendredi et commencer le travail dès le lundi* », assure Femand, 24 ans, membre de Solidarität, le premier et le seul syndicat de centre d'appels du pays. Ce job fatiguant et stressant, où l'on peut passer jusqu'à 300 appels par jour, est souvent vécu comme transitatoire. Ces jeunes rêvent d'ailleurs, même si leurs projets restent flous. « *On verra plus tard* » revient très souvent dans les discours. Comme Xhei, originaire de Fier, une petite ville au sud du pays, beaucoup pensent émigrer un jour. Elle projette de partir avec son fiancé pour aller vivre en Angleterre, ou rejoindre son frère en France.

Eva Toçi et Camille Wong





# Chez soi comme un étranger

En terre d'exil, les retours sont légion. Une deuxième migration parfois aussi difficile que la première. Beaucoup veulent repartir.

**U**ne deuxième migration. Partis dès les années 1990 tenter leur chance dans d'autres pays, de nombreux Albanais reviennent. D'Italie, de Grèce, et plus récemment d'Allemagne, ils sont poussés au retour par la crise économique de 2008, le rejet d'une demande d'asile, des problèmes familiaux, ou encore la volonté de s'investir dans leur pays d'origine. Un retour qui peut s'avérer un choc culturel. Rubin Dogjani, 25 ans, a rejoint Tirana en 2017 après cinq ans en Allemagne. « Je suis arrivé à Mayence à 18 ans, explique le jeune homme parti étudier le droit. *La mentalité allemande m'a beaucoup influencé. Quand je suis rentré, j'ai remarqué*

*Kasandra a grandi en Grèce. En Albanie, elle ne s'est jamais vraiment sentie chez elle.*

## Le fait

**En 2017, 20 200 adultes sont revenus en Albanie. Ils étaient 134 000 entre 2009 et 2013, après la crise financière.**

*que beaucoup d'Albanais n'aiment pas travailler, mais font semblant. Ils passent trop de temps dans les cafés. »*

Les plus jeunes se sentent souvent dépaysés, surtout quand ils retrouvent un pays qu'ils connaissent à peine. « *J'avais l'impression d'être une immigrée dans mon propre pays* », explique Kasandra Cullhai, jeune femme revenue en Albanie avec sa mère à l'âge de 15 ans après la crise financière. « *En Grèce, les gens étaient plus ouverts, je n'étais pas vue comme une étrangère. J'avais toujours les meilleures notes. En Albanie, je travaillais beaucoup plus que les autres, qui recevaient de meilleures notes que moi sans faire d'efforts, parce que c'était les enfants de mes professeurs.* »

Comme beaucoup d'enfants nés à l'étranger, elle rencontre des difficultés avec la langue albanaise. Chaque jour, elle travaille quatre heures avec un tuteur : « *Je me souviens d'un de mes premiers*

*cours. Le professeur m'a posé une question. J'ai parlé pendant trente minutes, puis il m'a dit qu'il n'avait pas compris un seul mot à cause de mon accent grec.* » Encore aujourd'hui, l'étudiante en droit, âgée de 21 ans, ne se sent pas albanaise. Elle, dont le tatouage sur le bras représente une carte du monde, imagine immigrer au Canada après sa licence.

## Le traumatisme du retour

« *Les enfants qui reviennent sans avoir leur mot à dire le vivent souvent comme un traumatisme* », note Valmira Greca, de l'association Terre des hommes, qui propose un accompagnement aux enfants d'émigrés et à leurs familles, comme des cours de langues ou un suivi psychologique.

Le choc est aussi administratif. Beaucoup d'enfants nés à l'étranger ne disposent pas des documents nécessaires pour accéder à l'école ou aux services de



santé. Ceux qui arrivent à la retraite sont confrontés à un autre problème, celui des pensions. Le gouvernement albanais, en discussion avec la Grèce et l'Italie notamment, n'a pas encore conclu d'accord sur le transfert des cotisations.

En 2010, l'Union européenne a incité l'État albanais à élaborer une stratégie pour la réintégration de ses émigrés. Le gouvernement a ainsi créé le statut de « migrant de retour », qui donne accès à des formations professionnelles gratuites et un accès prioritaire aux logements sociaux. Pour y être éligible, il faut avoir vécu légalement à l'étranger pendant un an. Ce qui exclut ceux qui ont demandé l'asile et sont rentrés quelques mois plus tard, alors que ces profils-là sont les plus vulnérables selon Elona Dhembo, professeure de politique sociale à l'université de Tirana : « Ils ont souvent vendu leur maison ou perdu leur emploi avant de partir. Quand ils reviennent, ils n'ont même pas ce qu'ils avaient auparavant. »

### Le mythe de la richesse

Censés être le premier point de contact pour ceux qui reviennent, les points d'information des 36 bureaux régionaux de l'emploi ne rencontrent pas le succès escompté. Selon un sondage de 2013, seulement 27 % des personnes concernées avaient contacté ces « guichets de la migration ». De nombreux Albanais en ignorent l'existence, ou pensent qu'ils ne vont pas recevoir d'aide. Malgré leur statut prioritaire, les migrants de retour sont perçus comme moins vulnérables que d'autres. « On pense qu'ils ont de l'argent, qu'ils n'ont pas besoin d'aide », souligne Elona Dhembo.

Le retour peut également être pris en charge par des pays de l'Union européenne. Geni Sala, 23 ans, a suivi ses amis en Allemagne en 2015. Après six mois, constatant que les demandes d'asile y étaient toujours refusées, l'Albanie étant considérée comme « sûre », il n'a pas voulu être expulsé et risquer une interdiction de séjour dans l'Union européenne. « J'ai dit aux autori-

tés que je voulais rentrer en Albanie. Ils m'ont donné un passeport et ont payé mon billet. »

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) soutient également les retours volontaires, en organisant le vol et l'accueil à l'aéroport de Tirana. En 2018, 1557 Albanais d'Allemagne en ont profité. L'OIM propose aussi une aide à la réintégration, destinée aux plus vulnérables, notamment les familles, les victimes de trafic et les mineurs non accompagnés. En 2018, 34 d'entre eux ont bénéficié de 500 à 2000 euros pour créer une entreprise, se former, louer une maison ou payer des soins médicaux. Des actions financées par le gouvernement du pays d'où revient le migrant.

La famille de Pandelis Silas, elle, n'a reçu aucune aide quand elle est revenue en 2007, poussée par

tent finalement de connaître le succès. La famille Silas possède désormais deux pâtisseries et deux salons de thé.

### Se marier à l'étranger

Une réintégration réussie qui ne concerne que ceux qui ont l'intention de rester, selon Altin Kurdari de l'OIM : « Si quelqu'un revient avec l'idée de repartir, il ne pensera pas à la réinsertion, et on ne peut pas l'aider. » Ils sont nombreux dans ce cas : selon un sondage mené par l'OIM en 2013, seuls 40 % de ceux qui sont rentrés envisageaient de rester définitivement en Albanie.

« Beaucoup de jeunes Albanais construisent une vie en France pendant que leur demande d'asile est examinée, et trouvent une copine française, explique Héléne Ben Moussa Marchal, chef de section consulaire à l'Ambassade de France à Tirana. Quand leur demande est rejetée, ils reviennent en Albanie, mais ensuite ils se marient et peuvent demander un visa long séjour. »

« Quand je suis revenu, je ne peux pas expliquer à quel point mon père était content », raconte Geni. Lui aussi était heureux d'être en Albanie...

pendant une semaine. « Après, je me suis dit que je ne pouvais pas rester dans un pays aussi corrompu. » L'homme de 23 ans, qui a travaillé dans une boulangerie, un centre d'appels et dans la livraison, écono-

mise pour pouvoir repartir en 2020. En Italie pour rejoindre son frère, en Allemagne pour y retrouver un ami. À moins que ce ne soit au Royaume-Uni.

**Martin Greenacre, Stefanie Ludwig et Kristjana Prenga**

**9,6%**

du PIB du pays provient de l'argent envoyé par les Albanais expatriés.



Les parents de Geni le verraient bien reprendre la ferme familiale. Lui souhaite émigrer à nouveau.

la crise à quitter la Grèce. Préférant s'installer dans la capitale, plus attractive que Fier, leur ville d'origine, la famille a du mal à s'adapter. Mais elle a un rêve : ouvrir une pâtisserie. « Lancer un business en Albanie

était plus facile et moins cher qu'en Grèce », explique l'homme de 33 ans. Les trois premières années sont difficiles : « Il y avait des coupures d'électricité fréquentes. C'était très difficile de faire des pâtisseries. » Les recettes ramenées de Grèce leur permet-

**« Si quelqu'un revient avec l'idée de repartir, il ne pensera pas à la réinsertion »**

# Toujours des rôles de dames

Théoriquement acquise pendant la période communiste, l'égalité des sexes se heurte aux traditions patriarcales.

**D**ans son pantalon à pattes d'éléphant en velours noir, Helta, 18 ans, est installée au fond d'un café à Tirana. L'étudiante en droit est catégorique : la vie des femmes en Albanie a changé, pour le mieux. « Pour l'instant, il est hors de question que je me marie ou que j'aie des enfants.

Mes parents m'ont toujours poussée à étudier. Ils veulent que je sois indépendante. » Désormais, les Albanaises accordent plus de temps à leurs études et se marient plus tard, à 27 ans en moyenne aujourd'hui contre 23 en 1990. Leur participation aux prises de décision a aussi progressé : en janvier 2017, elles représentaient 28 % des parlementaires, contre 18 % en

2013. Sur le marché du travail, les femmes sont plus présentes. En 2018, leur taux d'emploi s'élève à 50,3 %, contre 64,3 % pour les hommes. En moyenne, les femmes gagnent 18 % de moins que leurs homologues masculins et restent surreprésentées dans les emplois précaires. « En Albanie, il n'y a pas d'égalité entre

**« Il n'y a pas d'égalité hommes-femmes »**

les hommes et les femmes », tranche Mathias Lerch, démographe spécialiste des Balkans. Le communisme au pouvoir entre 1944 et 1991 a œuvré à l'égalité des sexes, en accordant aux femmes le droit de vote et l'accès à l'université, et a permis de contourner les lois orales édictées par les hommes. « Après la chute du communisme il y a eu une perte de repères, détaille-t-il. Les gens se sont retour-



Les femmes subissent une forte pression sociale et familiale pour se marier.

nés vers des valeurs conservatrices. » Des coutumes patriarcales qui perdurent.

## Un garçon à tout prix

Les mains d'Ermira, 49 ans, se crispent lorsqu'elle se remémore sa vie de jeune mariée. Pour elle qui a reçu une éducation libre, l'arrivée dans sa belle famille il y a trente ans a été un choc : « Je n'avais pas le droit de donner mon avis ou même de sortir. » Sa seule occupation : prendre soin de ses deux garçons et de son mari. En 2017, 9 % des jeunes filles de 18 ans étaient déjà mariées. Le mariage arrangé est encore ancré dans les cultures. Dans sa maison de Shkodra, Manjola raconte comment, après avoir décliné la première demande en mariage de son mari, elle a accepté une fois ses études terminées. « Ma



Lucie Duboua-Lorsch / CUEJ



sœur voulait se marier. En Albanie, l'aînée doit se marier en premier, ma famille faisait pression. La situation économique de mon mari a fini de me convaincre. »

« Pour une femme, ce n'est pas possible de rester célibataire, com-

me Mathias Lerch. Il faut se marier tôt, puis avoir des enfants, de préférence des garçons. » Manjola, dont la fille s'est mariée il y a deux ans, s'agace de ne pas la voir lui donner des petits-enfants. En Albanie, la maternité permet aux femmes de gagner en légitimité au sein du foyer. Surtout si elles mettent au monde un garçon. Dans un rapport de juillet 2018, l'ONG Together for life dénonce cette préférence pour les enfants

**« À Tirana, les jeunes ont des relations sexuelles hors mariage »**

de sexe masculin, qui conduit à des avortements sélectifs. En 2017 en Albanie, 111 garçons sont nés pour 100 filles, alors que l'équilibre naturel est de 105 pour

100. 775 filles pour cette seule année sont manquantes dans le pays.

La légalisation de l'avortement et de la contraception dans les années 1990 a permis aux Albanaises de maîtriser leur sexualité. Mais le poids des traditions reste vivace. « À Tirana, les jeunes ont des relations sexuelles hors mariage. Mais les filles tentent souvent de le cacher, souligne Helta. Pour se procurer la pilule par exemple, elles s'assurent que personne ne les connaît à la pharmacie. » Si les contraceptifs sont en vente libre, seuls 11 % de la population y recourt. Selon une enquête de 2008 par le ministère de la Santé, 58 % des Albanais privilégient la méthode du retrait. Totalemment aléatoire et dépendante de la volonté de l'homme.

Tifenn Clinkemaillié,  
Lucie Duboua-Lorsch,  
Lida Gjokeja et Enia Matishi

## Le fait

**En 2017, le taux de fécondité est de 1,48. C'est deux fois moins qu'il y a trente ans.**

## Le pays prend des rides

En trente-deux ans, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans a quadruplé en Albanie. D'ici 2060, il risque de doubler, selon l'Institut de statistique albanaise (Instat). Emira Gallanxhi, démographe, alerte sur la situation. Avec un taux de fécondité de 1,48 en 2017, le renouvellement de la population n'est plus assuré.

« Plus les femmes se marient tard, moins il y a de naissances. » Tandis que les couples qui vivent en Albanie ont moins d'enfants, les autres vont en faire ailleurs. « L'émigration est extrêmement préoccupante. Couplé à la baisse de la natalité, ce phénomène conduit à un vieillissement de la population. » Pour Emira Gallanxhi, la baisse de la fécondité est liée à la situation économique du pays : « Les Albanais

ne peuvent pas subvenir aux besoins d'une grande famille. »

Le départ massif de la jeunesse laisse les personnes âgées seules. Jusqu'à 71 % des adultes cohabitaient avec leurs parents. Dans un pays où les maisons de retraites sont quasiment inexistantes, l'État devra massivement investir.

Face à l'urgence démographique, le gouvernement tente de mettre en place une politique nataliste, avec prime de naissance, depuis janvier 2019. Pour le premier enfant, les parents obtiennent environ 325 euros et jusqu'à 960 pour le troisième. Bien supérieure à la quarantaine d'euros versés auparavant, cette mesure n'est pas suffisante selon Emira Gallanxhi « pour élever un enfant correctement ».

T. C. et L. D.-L.

## Banale Shaphasa, 55 ans



Camille Wong / Cuej

**« J'ai du mal à joindre les deux bouts »**

« Je travaille sans relâche tous les jours de 7 à 15 heures, un collègue s'occupe de l'autre créneau horaire, de 15 à 23 heures. Dans ma petite cabine, située en plein centre de Tirana, je vends cigarettes, confiseries, boissons... Il y a encore deux ans, j'étais propriétaire du kiosque, que j'occupais depuis près de trente ans, jusqu'à ce que Pepsi me le rachète. Désormais salariée, je gagne 240 euros par mois, quatre fois moins qu'avant. Divorcée et avec mes deux fils à charge, j'ai du mal à joindre les deux bouts. »



Juliette Maréchal / Cuej

En 2060, un Albanais sur trois aura plus de 65 ans.



# L'islam à l'heure turque

Depuis la chute du communisme, la religion est devenue un terrain d'influence pour les puissances étrangères.

**T**rente millions d'euros. C'est la somme débloquée par la Turquie pour financer la construction de la Grande mosquée (Namazgâh), en plein centre-ville de Tirana, face au Parlement. Le geste est généreux, surtout quand on sait que l'institution officielle responsable du culte musulman en Albanie (la KMSH) dispose d'un budget annuel d'un million d'euros. À l'image du montant, l'édifice, qui doit ouvrir courant 2019, est démesuré : un dôme et quatre minarets culminent respectivement à 30 et 50 mètres de hauteur. Cette mosquée, qui sera la plus grande des Balkans, pourra accueillir jusqu'à 5000 croyants les jours de forte affluence et palliera le manque de place dans les huit mosquées tiranaises existantes.

## La radicalité surveillée

Dans les années 1990, après la chute du régime communiste, les Albanais ont retrouvé la liberté de culte. La Turquie d'un côté, les monarchies du Golfe de l'autre, se sont empressées de combler le vide laissé par la dictature et ont massivement financé la construction d'édifices religieux, jusqu'alors interdits. Dans certains cas, le radicalisme s'est engouffré dans la brèche. « Une partie des imams prêchait des dogmes wahhabites ou salafistes et endoctrinait avec un islam plus radical », explique Alfonc Rakaj, chercheur à l'Institut albanais d'études internationales. En mars 2014, sept personnes, dont deux imams, ont été arrêtées en

banlieue de Tirana. Ils étaient soupçonnés de recruter des candidats au djihad pour l'État islamique. En tout, environ 140 Albanais auraient rejoint les rangs de l'organisation terroriste depuis sa création. Après les attentats du 11-Septembre, la KMSH

redouble d'attention quant aux dérives radicales, qui restent rares : « Ces attaques ont déclenché une prise de conscience quant aux problèmes de

défense et de sécurité », analyse Alfonc Rakaj.

À la suite des attentats de *Charlie Hebdo*, en 2015, Edi Rama défile à Paris accompagné des représentants des quatre religions majoritaires albanaïses, pour montrer l'unité des communautés face à l'extrémisme. Ces événements ont poussé le gouvernement à surveiller davantage les fidèles qui se réunissent en dehors des lieux de cultes, et leurs activités sur les réseaux sociaux.

Aujourd'hui, la KMSH chapeaute 870 lieux de cultes. Objectif : mieux recenser et contrôler les activités dans ces mosquées. L'enjeu pour la communauté est de garantir l'indépendance religieuse et la pratique d'un islam « à l'albanaise », modéré, ouvert à la modernité et au dialogue interreligieux. Dans ce cadre, les liens avec la Turquie sont plus évidents qu'avec les pays arabes. Pour Lauren Luli, « *l'islam en Albanie est un héritage de l'occupation ottomane, et il est quasiment identique à celui pratiqué traditionnellement en Turquie* ». Le numéro deux de la communauté musulmane est

## Le fait

**La Turquie finance la construction de la Grande mosquée de Tirana.**



La Grande mosquée, qui doit ouvrir courant 2019, pourra accueillir jusqu'à 5000 fidèles.

conscient de l'influence turque, présente jusque dans son propre bâtiment : le siège du KMSH a été entièrement rénové par Tika, l'agence turque de coopération et de coordination. Cet organisme est également en charge de la rénovation de la mosquée historique de Tirana, Et'hem, et de dizaines d'autres à travers les Balkans. Selon Lauren Luli, cette influence est plus politique que religieuse, même si la Turquie a tenté de placer un de ses imams à la tête de la future grande mosquée, jusqu'ici en vain. La religion sert avant tout à donner une bonne image du pays d'Erdogan et à promouvoir la culture turque. Pour les fidèles de Tirana, cette influence n'est pas pour autant

## Genti Musaj, 35 ans



CamilleBattinger / Cuej

« Au moins là-haut, je respire »

« Je suis opérateur sur le téléphérique qui relie Tirana au mont Dajti depuis quatre ans. Je trouve que c'est un job sympa. J'accueille les clients et je m'occupe de la maintenance. Pour 40 heures par semaine, je touche 500 euros par mois. C'est un bon salaire. Et au moins là-haut, je respire ! Après l'obtention de mon master en agriculture, j'ai passé plusieurs années en Angleterre, où j'ai été croupier dans un casino. Je gagnais plus. Mais ma vie ici me manquait. Ma famille et mes amis surtout. Désormais, je vis à Tirana, dans un appartement que je loue 60 euros par mois. »



Pierre Griner / Cuej

vue d'un mauvais œil. Ergys, 20 ans, estime que « la nationalité d'un imam importe peu du moment qu'il parle albanais ». Au sortir de la prière, il confie que « la Turquie a historiquement beaucoup apporté à Tirana, et qu'elle mérite d'y envoyer des représentants ».

### Présence turque au lycée

Cette « diplomatie religieuse » est également visible dans le domaine de l'éducation. À l'université Bedër de Tirana, premier établissement d'enseignement supérieur à former des imams, les échanges universitaires avec la Turquie sont monnaie courante dans le cursus des sciences islamiques. C'est également le cas dans la *madrasa* (école co-



ranique) Haxhi Sheh Shamia de Shkodra, dans le nord du pays. Dans ce lycée privé, le drapeau au croissant et à l'étoile est omniprésent et l'apprentissage du turc est « un enseignement prisé » selon le directeur Kujtim Dervishi. Question financement, l'argent provient « d'une association proche du gouvernement turc », assume le proviseur. « C'est un mal nécessaire, l'Albanie ne peut pas échapper à des influences religieuses étrangères, et il vaut mieux qu'elles viennent de la Turquie plutôt que des pays du Golfe », poursuit Alfonc Rakaj. Selon lui, la future Grande mosquée est surtout un symbole, avec « le

choix d'une architecture typiquement ottomane, et l'emplacement face au Parlement ». Évoquant les autres projets de développement turcs en Albanie, comme celui de l'aéroport de Vlora, le chercheur rappelle que « la religion, l'économie et la politique sont indissociables » dans cette ambition de rayonnement de la Turquie. Ces rapports étroits avec Ankara n'ont pas la volonté d'intégration européenne du pays, qui reste l'objectif premier des Albanais.

**Pierre Griner,  
Aldo Haxhari,  
Emilia Matishi  
et Clémentine Rigot**





# Tirana, le rêve d'une capit

Attractivité, mobilité et verticalité sont au cœur d'un ambitieux projet pour la refonte de la ville.

Il reste onze ans à Tirana pour atteindre son objectif : donner à la capitale albanaise une dimension culturelle européenne. Le fruit d'une vision insufflée par Edi Rama, l'actuel Premier ministre, trois ans après son élection à la mairie de Tirana en 2003. L'ancien ministre de la Culture lançait alors un appel à candidatures pour aménager l'hypercentre, remporté par l'agence française Architecture Studio, qui a notamment dessiné le Parlement européen de Strasbourg et l'Institut du monde arabe à Paris.

« Nous voulions avant tout préserver l'identité de la ville face à une construction incontrôlée, se souvient Roweïda Ayache, l'une des architectes en charge de ce qui deviendra le French Masterplan. Le projet a été présenté en direct à la télévision. C'était très excitant. » Pour la partie sud, pas de construction mais un aménagement des berges



# ale majuscule

de la rivière Lana. Au nord, en lieu et place de la vieille gare rouillée, « nous voulions construire une gare centrale, avec un parc tout autour. Une sorte de *Central Park albanais* », continue-t-elle. Et pour la place Skanderbeg, cinq tours de chaque côté, alignées et limitées en hauteur, destinées à accueillir galeries commerciales et hôtels. Le projet est alors validé et ratifié par décret.

## Une ceinture de deux millions d'arbres

Mais la réforme territoriale de 2012, qui revoit le découpage des villes, oblige la municipalité de Tirana à repenser son urbanisation. C'est Stefano Boeri qui est retenu pour assurer un plan intégral de la ville. L'architecte italien, déjà investi dans plusieurs constructions privées du centre-ville, ne cache pas son intérêt pour le potentiel économique de la capitale. Les grandes lignes du projet précédent sont

La mobilité devrait être facilitée par la construction d'un périphérique, de voies réservées aux piétons et de pistes cyclables.

Boris Granger / Cnej

toujours là, enrichies de nouveaux concepts pour le développement des infrastructures publiques : une forêt orbitale de deux millions d'arbres tout autour de la ville, la construction de complexes scolaires d'un nouveau genre qui se muent en centres socio-culturels le soir.

Et plusieurs solutions pour faciliter la mobilité des Albanais, dont un périphérique, des voies réservées aux piétons et des pistes cyclables.

La gare multimodale servira de point de connexion entre un nouveau réseau de deux lignes de tramway et une ligne de train. Cette dernière devrait relier

## Le fait

**En 2017, la ville s'est lancée dans un grand plan d'urbanisation : Tirana 2030.**

la capitale au port de Durrës et à l'aéroport Mère Teresa. Approuvé, le plan d'urbanisation est ratifié en 2017. Mais les travaux n'ont pas commencé. « *Nous serons plus que satisfaits si 90 % du projet voit le jour en 2030* », assure Francesca Bianchi, directrice de projet pour Stefano Boeri Architetti.

## Des buildings à foison

« *Le problème*, explique Armand Voshki, directeur du département d'urbanisme à l'université polytechnique de Tirana, *c'est qu'il est extrêmement difficile de connecter les concepts à la réalité et de confronter les intérêts économiques à ceux des habitants.* » Selon lui, la municipalité manque d'argent et peine à pousser les investisseurs vers les nouvelles zones d'attractivité pour faire de Tirana une ville polycentrique. C'est à quelques kilomètres au sud, le long de la route qui mène à Elbasan qu'ils viennent construire de nouveaux quartiers résidentiels à l'américaine. Sortes de forteresses réservées aux très riches, avec leurs villas, leurs centres de loisirs et leurs restaurants. « *Une frontière s'est formée au niveau de la rivière Lana*, analyse le professeur. *Le nord a été gâché par les constructions informelles et les investisseurs se sont tournés vers le sud.* »

Les chantiers qui jalonnent aujourd'hui les rues du centre-ville ne relèvent pas de Tirana 2030. Ils laisseront place, d'ici quelques années, à une petite dizaine de buildings à l'architecture moderne, savants mélanges de galeries commerciales à l'occidentale, d'appartements de standing et de bureaux. Pour l'heure, ils ne sont que trois à être sortis de terre : la TID Tower (un hôtel de luxe), le Toptani Center (un centre commercial) et la Evergreen Tower, dont le chantier est interrompu depuis plusieurs années sans véritable explication, et que les habitants de Tirana surnomment la cage aux colombes. Downtown One, Eyes of Tirana, Rainbow Center et autres Vertical Forest... bientôt, de nouvelles tours viendront compléter la *skyline* de Tirana, au risque d'altérer l'identité culturelle de la ville que le French Masterplan entendait préserver.

**Ateme Çifliku  
et Boris Granger**



# Une modernisation à l'occidentale

Un tramway, une gare multimodale, un périphérique et des espaces verts... Un défi de taille pour améliorer la vie des habitants et attirer les investisseurs.



## Tirana 2030, le projet





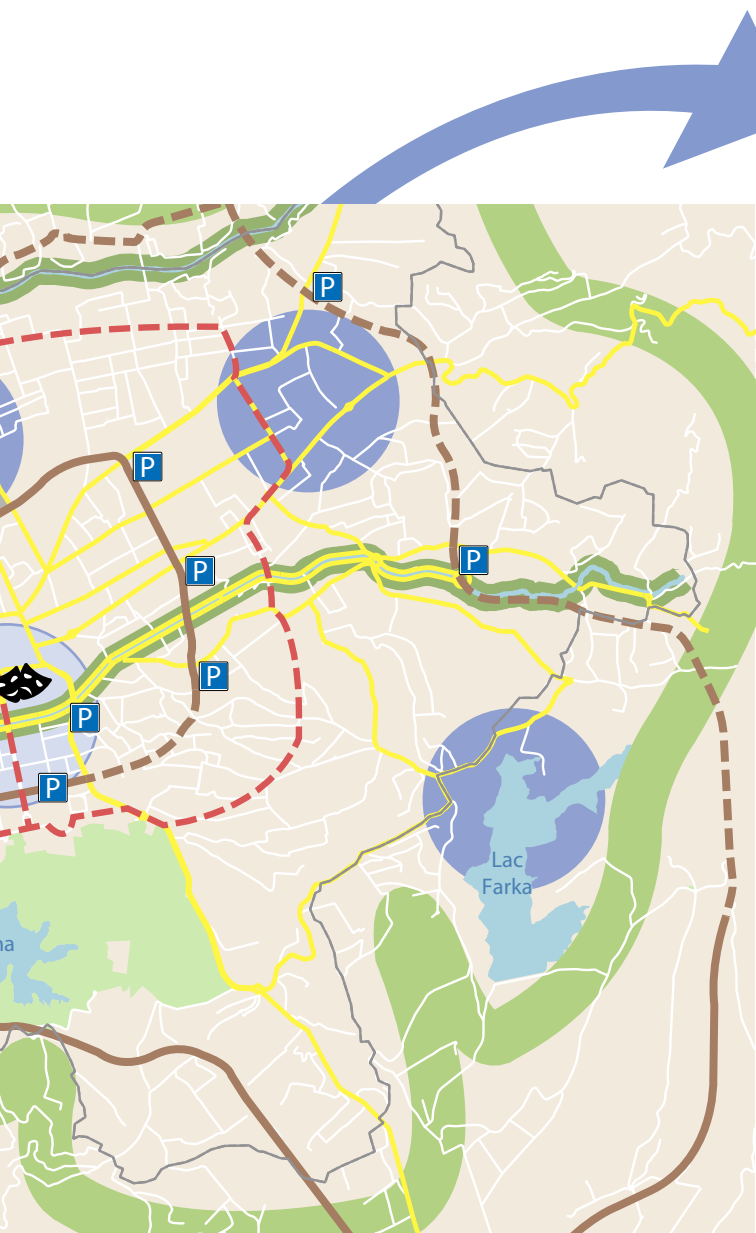
② Downtown One Tower  
(vue d'architecte)

© MVRDV 2018 - Wimny Maas, Jacob van Rijs and Nathalie de Vries



③ Toptani Center

Boris Granger / Cuej



- Routes circulaires existantes
- Routes circulaires en construction
- Ligne de train programmée
- Lignes de tramway
- Routes principales
- Parkings
- Pôles secondaires
- Quartier des ambassades
- Gare multimodale
- New world park
- Forêt orbitale
- Corridors verts
- Limites de Tirana
- Théâtre national de Tirana
- Marché en voie de destruction
- Route en débat

Texte et infographie : Boris Granger





# Métamorphoses imposées

La capitale croît au détriment des classes populaires et de son identité. De quoi déclencher l'ire de certains habitants.

**I**l est neuf heures du matin au nord du centre-ville de Tirana. Sous les bâches et tentures aux couleurs passées du marché situé à côté de l'ancienne gare tombée en désuétude, Bukurie, la cinquantaine bien tassée, range l'étal qui dépasse de sa boutique décrépie. Depuis plus de vingt ans, elle vend des pantalons, robes et autres vêtements sur ce marché. Celui-ci est l'un des plus populaires de la capitale albanaise, avec ses poules en cage, ses stands de fruits et légumes, ses objets vestiges du siècle passé et son atmosphère particulière. Celle d'un lieu du

quotidien où tout le monde se connaît, se retrouve autour d'un café et prend le temps de discuter. Pourtant, la zone sera bientôt rasée pour laisser place au quartier des ambassades, son nouveau parc et sa gare multimodale. Pour accéder à cette nouvelle zone d'activité, une grande allée a été fraîchement construite. Mais pour l'heure, elle prend, sous le soleil, des allures de décor de western, avec ses quatre voies, ses couloirs réservés aux bus et

aux taxis ainsi que ses pistes cyclables vides. « *Dans un an, il n'y aura plus personne ici* », regrette Bukurie, le regard mélancolique. Les services de la ville sont déjà venus signifier aux habitants leur expulsion.

**« Dans un an, il n'y aura plus personne ici »**

## Plus de 80 familles à reloger

Certains n'ont pas attendu la date butoir pour partir. Selon Bukurie, une trentaine de familles, domiciliées sur un terrain appartenant à la mairie, seront expulsées sans la moindre indemnité. Les autres, une cinquantaine, dont elle fait partie, se seraient vues proposer une place dans les futurs appartements qui remplaceront le marché. Mais en





Boris Granger / Curej

Avec le plan d'aménagement urbain décidé par la ville, l'un des marchés les plus populaires de Tirana s'appête à disparaître.

attendant, les familles doivent se débrouiller pour se reloger. « Je vais essayer de trouver un nouveau magasin, explique la quin-quagénaire. Mais le constructeur ne me donnera que la moitié de la valeur de mon local et ce ne sera pas suffisant. »

La plupart des commerçants du quartier sont nés à Tirana et ont toujours travaillé sur le marché. Leur vie entière s'est bâtie autour de cette activité. « C'est facile de détruire, soupire un vendeur de parfum un peu plus loin. Mais c'est plus difficile de construire. »

Ici comme ailleurs, le scepticisme est de mise quant au réalisme du projet. Désabusés, les habitants ne croient pas au changement et les efforts accomplis par la municipalité à leur égard restent faibles pour le moment. À onze ans du terme affiché par Tirana 2030 (lire pages 32-33), de nombreuses portions de routes restent à construire. Et toujours pas

le moindre rail posé sur le tracé des supposées lignes de tram. Faute de fonds ou de volonté : difficile à dire. L'absence de communication de la mairie inspire au mieux la méfiance. Au pire, elle donne du crédit aux rumeurs de conflits d'intérêts et de blanchiment d'argent qui circulent un peu partout. L'opacité des procédures d'appels d'offres comme de l'attribution des permis de construire entoure de nombreux chantiers, dans un pays où les arrangements tiennent encore une place majeure. L'un des attraits principaux du centre-ville de Tirana est sa richesse architecturale, véritable témoignage des différentes influences du passé, de l'occupation ottomane aux cinquante ans de communisme. Son théâtre national, vestige de l'architecture réaliste, a été construit par les Italiens en 1939.

### Le théâtre national menacé

Depuis vingt ans, Edi Rama, l'actuel Premier ministre albanais, cherche à le raser pour des raisons de sécurité. Il souhaite en reconstruire un nouveau, plus moderne. « Même les communistes n'avaient pas osé le détruire », souligne Rudi Erebara. Le poète et traducteur albanais a toujours milité contre la démolition de l'édifice.

Avec la centaine de citoyens qui l'accompagne dans son combat, il a manifesté tous les soirs de l'été 2018, lorsque la destruction semblait imminente. Et l'artiste d'ajouter : « Nous sommes d'accord pour qu'il soit rénové mais c'est absurde de détruire un monument historique pour reconstruire un nouveau bâtiment. » Pour l'heure, le théâtre est encore debout.

Rudi Erebara n'hésite pas à parler de blanchiment d'argent et d'arrangement illégal. Fusha, l'entreprise qui s'est vue attribuer la construction du nouveau bâtiment, aurait été choisie sans appel d'offres et recevrait en contrepartie le droit de construire six immeubles dans les environs du théâtre. Une affirmation difficile à prouver mais également relayée

par le Parti démocratique, principale force d'opposition. À l'ouest de la capitale, c'est la construction du périphérique qui fait débat. En particulier sur une portion de deux kilomètres, où Lutji manifeste chaque soir à 19h30 depuis novembre 2018 avec une centaine d'habitants du quartier. Même le week-end, même quand il pleut, même pendant le ramadan.

### Des soupçons de corruption

En juin 2018, des représentants du gouvernement frappent à la porte de cet instituteur et le somment de quitter son logement d'ici au mois de décembre pour le détruire. Toutefois, l'action des habitants semble pour l'instant suffire à bloquer les ambitions de la mairie. « La route est déjà bien assez large. Ils suffirait de la rénover », conteste Lutji, en montrant la deux fois deux voies qui passe devant le café où il est assis. Ici non plus, les manifestants ne croient pas à la bonne volonté du gouvernement. Selon eux, la construction est menée par une entreprise établie dans le Delaware, un État américain considéré comme un paradis

fiscal. Une assertion apparue en janvier dans certains médias albanais, qui accusaient cette firme de falsification de documents.

**« C'est facile de détruire. Mais c'est plus difficile de construire »**

Entre une mairie qui ne communique que via son maire sur les réseaux sociaux et des populations expulsées promptes à accuser le gouvernement de pratiques mafieuses, il est difficile d'y voir clair.

Le projet d'urbanisation reste pour les habitants une promesse supplémentaire, qui pourrait certes améliorer considérablement leur quotidien, mais en laquelle ils ne croient guère. Pendant ce temps, les investisseurs se présentent dans le centre-ville, où le prix du mètre carré est en perpétuelle augmentation. Une chose reste néanmoins certaine : la ville telle qu'elle est aujourd'hui vit ses dernières heures.

**Ateme Çifliku  
et Boris Granger**



# Du plomb dans l'air

À Tirana, le parc automobile a explosé après la fin de la période communiste, faisant de la pollution atmosphérique un fléau.

Impossible de la voir au premier abord. Pas de brouillard étouffant, ni de nuage opaque comme à Pékin. Pourtant, selon la base de données Numbeo, Tirana est l'une des villes européennes les plus polluées. Les signes ne trompent pas : la gorge qui gratte, les yeux qui piquent, la tête qui tourne.

La pollution atmosphérique est un des fléaux modernes de la capitale albanaise. « *Nous ne disposons pas des moyens adéquats pour mesurer avec précision la pollution de l'air à Tirana, mais c'est un fait, elle est là* », constate Edvin Pacara, responsable du programme environnement, climat et énergie pour l'Union européenne (UE). De fait, seules deux stations statiques de surveillance existent à Tirana et elles ne fonctionnent que trois mois au total dans l'année. Les derniers chiffres datent de 2016 : le niveau de CO<sub>2</sub> à Tirana était alors de 4,05 microgrammes par mètre cube, soit plus du double du seuil recommandé par l'UE. La même année, les taux d'émissions de particules fines (PM10) ont dépassé les normes européennes 64 journées dans l'année, alors que l'UE n'en tolère que 35.

## L'urbanisme en cause

Maladies cardiaques, accidents vasculaires cérébraux et pulmonaires, cancer du poumon : selon l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), la pollution de l'air a causé le décès prématuré de plus de 2000 Albanais en 2016, principalement des enfants et des personnes âgées.

## Le fait

**Tirana est la troisième ville la plus polluée d'Europe.**

Première responsable : la circulation automobile. La capitale est passée d'une centaine de voitures à la fin de l'époque communiste, à 190 000 en 2016, avant de dépasser les 300 000 en 2019. « *Les gens ne pouvaient pas avoir de voitures durant l'époque communiste. Après 1991, tout le monde a voulu en avoir une. C'est un marqueur social très fort* », explique l'urbaniste Armand Vokshi, professeur à l'université de Tirana. Un changement brutal auquel la capitale n'était pas préparée. Des rues trop étroites, des bâtiments de plus en plus hauts qui empêchent la circulation de l'air, des voies engorgées par le trafic : l'urbanisation de Tirana n'est pas adaptée à une circulation importante. « *En dehors des périphériques, aucune nouvelle route n'a été construite dans l'hypercentre de Tirana depuis les années 1990, et rien n'a été prévu pour les transports publics* », note également l'urbaniste.

Sans oublier la création de pistes cyclables sur les voies existantes qui ont rétréci l'espace dévolu aux voitures et aggravé les embouteillages dans la capitale. L'âge moyen du parc automobile est de 20 ans. Et plus les véhicules sont vieux, plus ils polluent. La plupart sont des automobiles d'occasion en provenance de



Le compteur explose : à Tirana le nombre de véhicules a dépassé la barre des 300 000 en 2019.

l'UE. « *C'est une bonne affaire pour les Européens qui les revendent, mais pas pour l'Albanie, car elles sont très polluantes. Nous achèterions des voitures neuves si nous en avions les moyens* », commente Enis Myftiu, responsable du garage SGS.

## Du carburant très polluant

Premier fournisseur, l'Allemagne écoule en Albanie les vieux diesels qui ne répondent plus aux normes européennes. L'ironie veut que ce soit ce pays qui ait offert les deux seules stations de surveillance de l'air de Tirana en 2010.

Autre point noir : la qualité des carburants, souvent très inférieure à celle des pays de l'UE. La majorité est importée de Grèce, d'Italie et de Roumanie, des pays qui tirent sur les prix en mélangeant les combustibles. Cela produit ainsi un excès de





Louise Claereboudt / Cuej

## Kujtim Prela, 33 ans



Augustin Campos / Cuej

## « Je déteste ce boulot »

« Je passe huit heures dans cette station essence, tous les jours de la semaine et très souvent de nuit. Je déteste ce boulot, je suis très mal payé, c'est ennuyeux mais je n'ai pas le choix. Je gagne 186 euros par mois. Avec ma femme et mon fils de 9 mois, on va parfois déjeuner dehors, rien de plus. À Athènes, où j'ai habité pendant sept ans, la vie était plus facile. Je bossais dans la construction, je gagnais 80 euros par jour. Puis j'ai perdu mon emploi à cause de la crise, mon visa a pris fin, j'ai dû rentrer. Je n'aime pas Tirana. J'ai fait une demande de visa pour la Grèce, mais j'ai peu d'espoir. »

dioxyde de soufre, à l'origine des irritations aux yeux et à la gorge et pouvant provoquer de sérieux problèmes vasculaires.

Les véhicules des particuliers doivent être contrôlés une fois

par an, peu importe leur âge. Pour ceux des professionnels, le test doit être effectué tous les six mois. Jusqu'en 2015, les voitures qui échouaient aux tests de pollution pouvaient continuer à rouler. Depuis, elles doivent être aux normes pour obtenir leur permis de circuler.

### Tournant écologique

Le pays a pris un tournant écologique en 2016. Parmi les propositions phares, la promotion des convertisseurs catalytiques pour moins polluer ou encore l'équipement de voitures électri-

### « Rien n'a été prévu pour les transports publics »

ques pour la police de Tirana. Le secteur privé a aussi pris des initiatives, à commencer par les taxis hybrides (diesel-électrique). En 2017,

la compagnie Merr Taxi Tirana, une des plus importantes de la capitale, a décidé d'investir dans une vingtaine de véhicules hybrides. « Nous voulons répondre au défi écologique. Nous voulons y participer, au nom de la protection de l'environnement et de la santé », affirme Dorina Gurabardhi, responsable du service juridique de Merr Taxi Tirana. Dans le cadre du projet Tirana 2030 (lire aussi pages 32-33), la capitale albanaise a adhéré au réseau Breathe Life 2030 en novembre 2018, qui cherche à mettre un terme à la congestion du trafic, l'étalement urbain et la pollution

de l'air. Ce vaste programme est soutenu par de grandes institutions comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations unies pour l'environnement. Malgré tous ces efforts, le gouvernement a essayé plusieurs revers, comme le report de la loi interdisant l'importation de voitures de plus de 10 ans et ne respectant pas les normes européennes : « Le nombre de voitures d'occasion à écouler en Albanie est encore très important. Cela aurait entraîné d'énormes pertes économiques pour le secteur automobile albanais », souligne Enis Myftiu. La municipalité avait également promis la mise en place de bus électriques à Tirana d'ici 2018. Une promesse toujours non réalisée à ce jour.

## 3,3 %

des véhicules du pays répondaient aux normes d'émissions européennes en 2017.

Phœbé Humbertjean  
et Ilirjana Koçi





# Fin de campagnes

Depuis la chute du communisme, le monde rural se vide. Pendant que des villages disparaissent, la capitale s'étend inexorablement.

**P**our comprendre ce qu'à subi Moglice, il faut monter quelques kilomètres au-dessus de ce village du sud-est de l'Albanie, s'enterrer dans les montagnes, là où les routes deviennent boueuses et où la végétation prend le pas sur la pierre. Devant sa petite maison, où elle habite avec son mari et son fils, Manushaqe explique qu'elle « ne pourrait jamais quitter [son] mode de vie », ses bêtes et le hameau où elle profite de sa retraite. Mais à l'évocation du futur de ses terres, son sourire laisse place à la colère. « Je n'ai plus personne avec qui parler. Tout le monde quitte le village. Ici, il n'y a pas d'avenir, pas d'espoir. Dans les maisons autour de chez moi, avant, il y avait mes voisins. Maintenant, il y a des animaux. » Autour de Moglice, il faut chercher activement pour trouver

une autre âme qui vive. Les baraquas vides sont légion. Les jeunes, beaucoup moins. En 1991, le canton comptait pourtant 7200 habitants. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 1450. Trois villages de la zone ont même été rayés de la carte. Ici, comme partout dans ce pays défiguré par l'exode rural depuis trente ans, ceux qui sont restés tentent de continuer leur vie sans ceux partis chercher un avenir plus radieux, à Tirana ou à l'étranger. Mais Manushaqe n'en veut à personne et surtout pas à ceux qui sont partis. Elle verrait même d'un bon œil le départ de son fils : « Je ne vais pas lui dire de partir,

Difficilement accessible, le canton de Moglice compte sur son nouveau barrage pour retenir ses derniers habitants.

*parce que c'est mon enfant. Mais il n'est pas heureux ici. Les possibilités pour travailler sont trop limitées. Ce n'est pas une vie. »*

## Ni hôpital ni pharmacie

Nombreux sont ceux qui font le pari du départ. En Albanie, sur les vingt dernières années, seules deux des douze régions du pays ont gagné des habitants : celle de Tirana et celle de Durrës, le prolongement côtier de la capitale. Ailleurs, c'est le grand exode : -60 % d'habitants depuis 1989 dans la province de Gjiro-kaster, à l'extrême sud du pays, -48 % dans celle de Kukës, dans le nord, et -33 % dans celle de Korça, qui abrite Moglice. Partout, c'est la misère que la population de l'Albanie rurale veut quitter. Dans son bureau d'administrateur de Moglice, Iefah Hoxhe ne peut que le constater.

## Le fait

**Sur les 12 provinces albanaises, seules celles de Tirana et Durrës ont gagné des habitants depuis 30 ans.**

« Les gens partent à cause du chômage, de l'absence de travail. Le peu qu'il y a ne suffit pas. » Dans le village aux maisons de pierre, les habitants « survivent » grâce à l'élevage, alors que les terres abandonnées deviennent peu à peu incultivables.

Livrés à leur sort à une heure de la grande ville la plus proche, aucun des onze villages qui composent le canton de Moglice ne possède ni lycée, ni hôpital ou pharmacie. En cas d'accident, une seule solution : l'ambulance locale et une demi-heure de route.

Si les locaux sont pessimistes quant à la survie du village, il existe un motif d'espoir : la construction du plus grand barrage d'Albanie, quelques kilomètres plus bas dans la vallée, qui devrait au moins assurer que le bitume le reliant à la civilisation soit refait. Un moindre mal.

Iefah a grandi ici et ne compte pas partir. À 55 ans, il y a tout connu : le communisme, le déplacement du village après des inondations, l'absence de politiques de soutien du gouvernement : « Le plus longtemps que je sois parti, c'est une semaine en vacances en Grèce. Mais si mes enfants voulaient quitter le village, ils auraient raison de le faire. » Pour les jeunes rêvant d'ailleurs, la destination fantasmée est l'étranger. Mais Tirana reste la plus réaliste. En trente ans, la capitale a explosé, démographiquement et géographiquement, passant de 450 000 habitants à quasiment 900 000, soit un tiers de la population du pays.

### Destination : Tirana

L'exode rural massif trouve ses racines dans l'histoire politique du pays. Pendant le communisme, les migrations internes dans le pays étaient interdites, les autorités souhaitant que la population albanaise reste équitablement répartie sur tout le territoire. « Tout le monde était fasciné par l'idée de Tirana, à cause de son bouillonnement culturel, de l'image véhiculée par la musique, le cinéma... Mais personne ne pouvait venir, détaille Erka

Caro, démographe et auteure de *Du village à la ville*, un essai sur les migrations internes en Albanie. *Après les années 1990 et la fin des contrôles, la migration a été massive, avec Tirana comme une des destinations principales.* »

Les banlieues de la capitale accueillent des Albanais de toutes les régions, y compris de Moglice, comme Gulbin. Partie avec son mari en 1990 de la

région, elle s'était d'abord dirigée vers Salonique, de l'autre côté de la frontière, avant de revenir à un

quart d'heure du centre-ville de Tirana, dans le quartier d'Astir. « Lorsque mes triplés sont nés, comme c'était la crise en Grèce, on a voulu rentrer ici. On a entendu dire que Tirana c'était bien, qu'on pourrait y trouver du travail. »

Si la capitale a bien une réputation d'Eldorado dans le pays, la réalité est moins reluisante. La famille de Gulbin ne peut compter que sur le salaire du mari, chauffeur, les mois où il travaille. Avec l'équivalent de 300 euros par mois, elle craint de « ne pas pouvoir assumer ses trois enfants ».

Aux alentours de la capitale, impossible d'interroger plus de deux personnes sans tomber sur un exilé. Les premiers partis ont fait venir leur famille, leurs amis et leurs voisins, créant de nouvelles communautés à proximité de Tirana. Aucun endroit n'illustre mieux cela que Kamza, à



7 kilomètres plus au nord. Petit bourg agricole de 6000 habitants dans les années 1990, Kamza est devenu, trente ans et 94 000 arrivants plus tard, la sixième plus grande ville du pays, un prolongement urbain de Tirana et le point de rassemblement de tous les migrants venus des montagnes du Nord. Au marché, on y croise Astrit, venue de Kukës il y a trente ans, Filloreta, arrivée de Korça il y a vingt-trois ans, Merita, partie de Tropoja vingt ans auparavant. Toutes sont parties « à la recherche d'une meilleure vie ». Maintenant, elles sont chez elles dans cette banlieue en expansion constante et chaotique, qui compte autant de bâtiments en construction que de maisons habitées.

Même si l'installation a été difficile au début. « On a dû rester dans des baraquements, puis construire notre première maison en bois, qu'on a rénovée depuis », se rappelle Azem, qui a tout sacrifié il y a trente ans pour quitter le Nord avec sa femme. La campagne lui manque, mais un retour en arrière est impossible : « On est coincés ici. Ce serait trop compliqué de bouger encore une fois. » Le présent est ici, à Kamza, Durrës ou Tirana. Et le futur aussi : la capitale pourrait dépasser le million d'habitants d'ici dix ans. Au détriment des régions rurales, toujours plus désertées.

**Adiola Cifliku,  
Ateme Cifliku  
et Corentin Parbaud**

**80 %**

C'est la part de population perdue par le canton de Moglice en 28 ans.

Originaires de Moglice, Gulbin et Dallëndyshe élèvent leurs triplés dans le quartier d'Astir, à 15 minutes du centre de Tirana.



Corentin Parbaud / CUEJ



# L'agriculture revoit ses plants

À Lushnje, les ambitions nationales ne suffisent pas à estomper les inégalités entre producteurs.

**S**ous la chaleur accablante des serres encore perlées de pluie, Ilmi Uku ramasse les tomates plantées en décembre. Son épouse enfile ses gants de protection en plastique et manipule délicatement la production. Le front ruisselant, le dos courbé, l'agriculteur porte les cagettes et les entasse dans la camionnette. Avec ses trois frères, ils se partagent un peu plus de six hectares de terre. Une petite exploitation, comme la municipalité de Lushnje en compte de nombreuses, depuis la fin du communisme où les terres ont été redistribuées à la population.

Malgré un travail acharné, difficile pour la famille Uku d'obtenir le salaire minimum, proche des 210 euros. Les subventions du gouvernement ? Ilmi esquisse un sourire amer. « *Nous ne les avons jamais eues.* » « *Ici, c'est*



À Lushnje, le travail acharné d'Ilmi Uku ne permet pas à sa famille d'obtenir le salaire minimum.

*seulement de la survie* », déplore Amarildo, son fils de 27 ans, qui ne rêve que d'une chose : partir vivre en Allemagne. Si la famille a signé quelques contrats avec des grandes entreprises agricoles qui exportent leurs tomates, elle peine à trouver d'autres acheteurs. « *Même s'il y a des contrats, les entreprises peuvent refuser d'acheter notre production. On est ensuite contraint d'aller la vendre sur le marché* », raconte Ilmi Uku.

Sur un grand parking, des centaines de véhicules dessinent les larges allées du marché de Lushnje, à 50 km au sud de Tirana. Devant leurs camionnettes dégoulinantes d'une production mal calibrée, les agriculteurs font le pied de grue, en espérant attirer les rares acheteurs. Chaque jour, des centaines de fermiers tentent, comme Ilmi, d'écouler au marché tomates,

concombres, carottes et autres fruits et légumes. La résignation est palpable dans ce lieu incontournable de la municipalité, où un quart de la population travaille dans l'agriculture.

L'ambiance est toute autre, à la sortie de la ville, où l'entreprise kosovare DoniFruits, qui possède de cinq autres sites en Albanie, emploie près de 80 personnes. Dans l'entrepôt, une vingtaine de femmes s'affairent autour d'une machine ultra-moderne pour couper les grappes de tomates cerises. Elles seront exportées dans les pays des Balkans, mais aussi dans l'Union européenne.

## Maîtriser toute la chaîne

Créée il y a plus de soixante ans, la firme s'est implantée sur la terre la plus fertile d'Albanie il y a sept ans. Elle est aujourd'hui sous contrat avec 1760 producteurs albanais. Si au départ l'en-



entreprise familiale ne visait que le Kosovo, l'objectif est aujourd'hui de s'étendre pour répondre à la demande croissante des marchés européens. De grossiste, l'entreprise évolue progressivement vers la maîtrise de toute la chaîne. « D'ici deux ans, on aura 50 hectares de serres, dont 15 hectares de Lushnje », affirme Ejup Ahmeti, PDG de DoniFruits. En parallèle, la société renforce sa capacité d'exportation avec un investissement de huit millions d'euros dans un nouveau bâtiment qui devrait être opérationnel en septembre.

DoniFruits s'emploie aussi à bonifier les fruits et légumes qu'elle exporte. « On doit éduquer les agriculteurs pour qu'ils augmentent la qualité de leur production pour le marché européen », assure Kujtim Haxhi-Hamza,

**« Augmenter la qualité pour le marché européen »**

agronome de l'entreprise. Il règle les derniers détails du processus de certification internationale Global Gap, qui garantira la qualité des produits de 58 fermes sous contrat avec l'entreprise kosovare. Agim Rrasa est le propriétaire d'une de ces exploitations. À la demande de la firme, il vient de planter 2,5 hectares de poivrons sur ses dix hectares de terres. L'entreprise lui fournit les graines et l'engrais pour s'assurer d'obtenir des poivrons conformes aux standards de l'UE.

**Projets financés par l'État**

Un peu plus loin, dans le petit village de Grabian, près de Lushnje, Reni Ashiku, chemise blanche et montre de luxe au poignet, détonne dans ce paysage, où la charrette est encore un moyen de locomotion répandu.

**Le fait**  
**Le gouvernement souhaite réduire le nombre de fermes, tout en maintenant leur part du PIB à 22,5 %.**

Après quinze années dans le monde de la banque, le quadra vient d'investir 225 000 euros dans une serre ultra moderne, dans laquelle il a planté un hectare de melons jaunes. Pour financer son projet, il a reçu une aide d'environ 50 % du gouvernement albanais, engagé dans un programme de modernisation de l'agriculture du pays.

En 2018, environ 4000 exploitations ont bénéficié de cette subvention de l'État. Un nombre très faible au regard des quelque 300 000 fermes que compte l'Albanie.

**Louise Claereboudt, Nicolas Grellier et Dafina Meco**

# Herbes médicinales, un brin d'espoir

La saison de la récolte de la sauge n'a pas encore débuté. Pourtant, l'usine Relikaj, située à Koplik, petite ville du nord du pays, tourne à plein régime. Les bâtiments de l'entreprise, parmi les plus gros exportateurs d'herbes médicinales, s'imposent au milieu des champs. « Nous sommes les seuls à contrôler toute la filière de la culture à l'exportation », affirme Ormela Likaj, la

directrice du site. Dans les hangars, plusieurs centaines de sacs d'herbes séchées attendent d'être expédiés aux États-Unis.

À quelques kilomètres de là, Agim Rama inspecte ses plantations. L'ancien agronome sélectionne ses herbes depuis des années. L'offre de graines locales étant insuffisante, d'autres, meilleur marché, ont longtemps été importées. « La sauge albanaise est la seule qui s'adapte vraiment au sol de la région, observe-t-il. Les plantes importées ne survivent pas. » Ses grai-

**« Les plantes importées ne survivent pas »**

nes autochtones lui permettent de produire plus de dix tonnes d'herbes médicinales biologiques par an. Vendues au grossiste le plus offrant, elles sont ensuite expédiées dans le monde entier. Le climat méditerranéen et les sols riches en minéraux, qui favorisent le développement des plantes, sont à l'origine de leur réputation.

Cultivées en plaine ou cueillies dans les montagnes, les herbes médicinales font vivre environ 100 000 personnes en Albanie. La lavande, la sauge ou le thym servaient de remèdes dans la médecine traditionnelle bien avant l'engouement des pays occidentaux pour les huiles essentielles. En 2018, les exportations ont rapporté plus de 30 millions d'euros au pays.

**Améliorer la qualité**

Jusqu'ici prometteuse, cette filière est menacée par les mauvaises pratiques. Depuis les années 1990, l'appauvrissement des cam-

**100 000**  
 Albanais vivent de la culture des herbes.

pagne a poussé de nombreux paysans à cueillir, voire arracher, en grande quantité. Un comportement qui « ne respecte pas le cycle des plantes », explique Alban Ibrahimi, agronome à l'Université de Tirana. Si plus de 70 % des spécimens d'une espèce sont cueillis, elle ne peut plus se régénérer. »

Autre frein au développement, la monoculture. « Il faut diversifier les productions », assure Drini Imami, un agro-économiste qui incite les fermiers à ne pas se focaliser sur la sauge pour ne pas être tributaires de marchés fluctuants.

Les professionnels du secteur estiment que 31 500 emplois à plein temps devraient être créés dans la filière sur dix ans. Près de 180 millions d'euros de chiffre d'affaires à l'exportation sont prévus en 2027.

Les herbes médicinales représentent une manne providentielle pour le pays à l'heure où l'agriculture albanaise peine à devenir rentable.

**Eljana Buci, Thibaut Chéreau et Enia Matishi**







# Le tourisme gagne la montagne

Toujours plus nombreux, les visiteurs investissent les zones rurales du nord. Mais tous les villageois n'en profitent pas.

**U**ne dizaine d'hommes s'affairent au ponçage des dernières planches avant l'ouverture. Dominant les eaux turquoise de la rivière Shala, l'auberge de la famille Cani sera prête le 25 mai. Une de plus, au cœur des forêts verdoyantes du nord de l'Albanie. Trois autres ont déjà ouvert depuis 2015 en amont de la rivière. « *On a vu faire les autres, on s'est dit pourquoi pas nous* », raconte Nikoll Kronicu, 64 ans.

« *Cette rivière, le lac de Koman et nos plages de galets blancs attirent de plus en plus de touristes* », assure-t-il.

L'année dernière, ils ont été, selon la municipalité, 7200 Allemands, Autrichiens ou Tchèques à s'aventurer ici, à trois heures de Shkodra, via une route défoncée, puis un bateau. Molla e Shoshit, le village de Nikoll Kronicu, est planté plus haut, à quatre heures de marche de la route la plus proche et sans réseau électrique

Paulin Qeta, qui a ouvert son auberge en 2015, espère accueillir plus d'hôtes que l'an passé.

depuis la fin du communisme. Autrefois peuplé de onze familles, il en compte moins de cinq aujourd'hui.

Dans cette région, l'agriculture était jusqu'à récemment la seule activité économique. En plein essor, le tourisme laisse espérer des jours meilleurs. Appuyé sur une rambarde vernie, Mark Cani, second de la fratrie propriétaire de l'auberge, est rentré en septembre 2018 après quatre ans en Italie. « *Je me sens bien*

mieux chez moi, je veux gagner mon propre argent, payer des travailleurs locaux et leur permettre de vivre ici », confie-t-il, enthousiaste. « Nous encourageons les habitants à développer le tourisme, afin de réduire l'émigration », assure Arion Prenda, responsable du tourisme au

sein de la municipalité. En collaboration avec une ONG italienne, la mairie a publié des brochures des sites touristiques, et propose des tours dans le lac de Koman. Selon la municipalité, environ 150 personnes vivent du tourisme autour de Koman, sur les 2000 qui peuplent la zone.

### 100 kilos de patates par jour

À quelques zigzags en bateau de là, Paulin Qeta et son frère Petrit sont revenus de Norvège en 2015 pour ouvrir leur maison d'hôtes, qui compte 25 lits et emploie six personnes. Entre mai et fin septembre, 90 visiteurs en moyenne se rendent chaque jour sur leur plage. Cette affluence donne du travail à huit familles d'agriculteurs et à plusieurs pêcheurs des villages bordant le Drin, affirment-ils. « Avant, ils pratiquaient une agriculture vivrière, on les a convaincus de travailler

avec nous, c'est bon pour eux et pour moi », assure Petrit. 100 kg de pommes de terre, 6 kg de fromage de chèvre, 30 kg de viande

et 40 kg de poisson : c'était, l'année dernière, les besoins quotidiens de l'auberge en haute saison.

Le long du très tranquille Drin, à 30 minutes de là en

bateau, le village de Berisha, ses nombreux potagers et ses quatre pêcheurs travaillant pour les auberges, tente lui aussi de prendre le virage du tourisme vert. « Ici, chaque famille a désormais un bateau pour transporter les touristes », assure Samir, un homme de 29 ans, installé aux côtés de sa femme dans sa petite demeure aux murs froids.

Comme d'autres, il les emmène chaque été dans son embarcation jusqu'à la plage de galets et gagne entre 40 et 80 euros « selon les jours ». Mais la saison touristique ne dure que cinq mois. « Je suis obligé d'aller travailler en Italie en hiver, car nous ne pouvons pas tenir toute l'année avec ça », déplore le jeune marié.

Depuis huit ans, il traverse l'Adriatique, comme « plusieurs hommes du village », pour rejoindre une entreprise de construction à Turin, trois mois durant.

## Le fait

**5,1 millions de touristes ont visité l'Albanie en 2017. Ils seront 10 millions en 2025, selon le gouvernement.**

## Juna Beniri, 29 ans



Camille Wong / Cuej

**« J'aime avoir un emploi stable »**

« Je travaille comme manager à l'hôtel Plaza depuis deux ans. Après mon diplôme en psychologie clinique, je ne trouvais pas de boulot dans ma branche. Alors j'ai décidé de me tourner vers le luxe et les ressources humaines, car mon diplôme m'a aussi formée à la sociologie et aux comportements humains. Avec à la clé, un bon salaire : autour de 650 euros. Je vis encore chez mes parents. J'aime la stabilité de mon emploi, et puis bien sûr, mon lieu de travail : un hôtel cinq étoiles où tout est, comme moi, tiré à quatre épingles. »

Soit la durée du visa. « J'aimerais pouvoir m'installer à long terme ici », déclare celui qui planifie, avec un ami du village, d'ouvrir une auberge l'année prochaine. La courte saison touristique est un enjeu national : 50 % des 5,11 millions de visiteurs de 2017 sont venus en juillet et août. Dans le cadre d'un programme de développement du tourisme en Albanie, lancé début mai, l'Union européenne veut rendre cette activité plus pérenne dans les zones rurales. 100 millions d'euros vont être investis dans plusieurs régions, dont celle de Shkodra.

### Des retombées inégales

Le gouvernement albanais, lui, a initié il y a un an un programme de développement de 100 villages à fort potentiel touristique à travers le pays. Non loin du Monténégro, coincé dans les montagnes à 40 km de Shkodra, les villages de Razma – destination prisée des Albanais depuis dix ans – et Vrith en font partie. À Razma, pas moins de dix

Gjok Pepaj vend sa viande de chevreaux environ 6 euros le kilo aux hôteliers. Selon l'agriculteur, elle vaudrait 18 euros à Shkodra.



Augustin Campos / Cuej





>>> structures d'hébergement, dont deux hôtels clinquants, sont dispersés entre des édifices à l'abandon, reliques des camps de vacances de l'ère communiste. Devant son hôtel Kulla e Arte, qui reçoit des visiteurs toute l'année, Eva Sterkaj vante son nouvel investissement : un établissement haut de gamme « qui doit accueillir une dizaine de suites – à 100 euros la nuit – et 30 autres lits ».

### Une source de revenus fragile

Mais ici, le tourisme ne profite pas à tous. « Nous n'avons pas encore réussi à développer une activité économique stable », constate Ertit Merkaj, responsable du secteur de la municipalité. Tandis qu'à Razma les auberges se contentent principalement de l'activité estivale, à Vriith, Gjok Pepaj, 65 ans, assis devant sa modeste ferme, regrette « les prix trop bas » négociés par les hôtels qui lui achètent la viande de chevreaux. La moitié des 4800 euros annuels qu'il perçoit proviennent de ces clients. Dans le village de 670 habitants, « on voit passer les touristes sans qu'ils s'arrêtent », explique Marian Milaj, 21 ans, qui s'apprête à rejoindre ses parents aux États-Unis.

« Il n'y a pas d'eau l'été, pas d'électricité – les coupures sont fréquentes –, pas non plus d'investissements », se désole-t-il. Le programme des 100 villages est censé y remédier, grâce à la modernisation du réseau d'eau, à la reconstruction du centre de santé et la création d'un office de tourisme. Mais pour l'instant, aucune trace de ces projets dans les deux villages.

Le tourisme à Razma n'est pas non plus gage de stabilité. Lorenz, un trentenaire revenu au village pour travailler comme serveur pour 180 euros par mois à l'hôtel Kulla e Arte il y a cinq ans, après deux années en Grèce, prévoit d'émigrer à nouveau « car il y a de meilleures opportunités à l'étranger, et de meilleurs salaires ». Conséquence : en raison du départ des jeunes, la patronne de l'hôtel a du mal à recruter.

**Augustin Campos,  
Enia Matishi, Ardit Marku  
et Malvina Tahiri**



# Eaux de tension

## Les centrales hydrauliques se multiplient au détriment de l'environnement.

**V**allée de Valbona, dans le nord de l'Albanie. Une nature à première vue immaculée, où les vaches et les chèvres circulent nonchalamment entre les rares véhicules. À perte de vue, des sommets montagneux. Une tumultueuse rivière qui se faufile entre pins sylvestres et majestueux hêtres. Et des flancs de collines défigurés par des bulldozers. Dans cette vallée, 14 concessions de centrales hydroélectriques ont été accordées à des investisseurs privés, pour une durée de trente-cinq ans. Huit sont à l'intérieur d'une zone classée parc national par l'Union internationale pour la conservation de la nature depuis 1996.

« Nous n'avons pas décidé de construire dans un parc national, c'est le gouvernement qui y propose des concessions », se défend Gezim Pani, chef de projet chez Gener 2, l'entreprise concessionnaire de deux centrales à Dragobi et Valbona. En effet, ce n'est qu'en 2017 que la construction de cen-

### 35 ans

c'est la durée de la concession à l'issue de laquelle la centrale devient propriété du gouvernement.

trales hydrauliques dans des zones protégées a été interdite. Et la loi n'est pas rétroactive.

Pour ces deux projets, pas de barrages, mais de petites centrales « au fil de l'eau », avec un système de déviation du lit de la rivière permettant d'en accélérer le débit. De larges tuyaux propulsent l'eau jusqu'aux turbines afin de produire de l'électricité. Majoritairement souterrains, les cylindres sont pourtant bien visibles depuis la route.

Impossible de ne pas voir les chantiers en traversant la vallée. À l'entrée de Dragobi, un bloc de béton d'une dizaine de mètres est déjà érigé en bordure de rivière. Le métal et le gravier remplacent la végétation. Une quinzaine d'ouvriers s'activent : le chantier doit se terminer d'ici quelques mois.



### Des études « bidons »

Gener 2 promet de réparer les dégâts engendrés par les travaux. « Nous remettrons les lieux en état », précise Gezim Pani. Ce

## Le fait

**98 % de l'énergie produite dans le pays est hydraulique. 525 projets de centrales sont en cours.**



Marie Dédéban / Cuej

n'est pas obligatoire, mais nous ne voulons pas qu'on se souvienne de notre société comme de celle qui a détruit la vallée. » Quelques arbres ont déjà été replantés. Mais leur taille actuelle ne permet pas de camoufler les stigmates du chantier.

Au-delà des dégâts visuels, c'est tout l'écosystème de la vallée et son micro-climat qui sont mis à mal. « Le détournement de l'eau vers les deux centrales hydroélectriques réduira considérablement le coefficient d'évaporation et modifiera par conséquent l'humidité et les températures », explique Lulëzim Shuka, professeur de biologie à l'université de Tirana. Tritées marbrées, lynx des Balkans : 50 espèces endémiques animales et végétales sont menacées. « La plupart des études d'impact environnementales pour ces projets hydroélectriques sont bidons », dénonce Edvin Pacara, responsable du programme environnement, climat et énergie au sein de la délégation européenne en Albanie. « Dans certains cas, il n'y en a même pas. »

Des anomalies que dénoncent plusieurs ONG locales et internationales. À Bajram Curri, à

À Dragobi, le chantier se poursuit malgré les actions des ONG et le désaccord des habitants.

**31 %**

de pertes d'énergie lors de la distribution, dues à des défaillances techniques ou des vols d'électricité.

l'entrée de la vallée, l'ONG albanaise Toka lutte contre les centrales hydroélectriques depuis le début des travaux. En 2016, l'association organisait une manifestation devant le premier chantier, empêchant les bulldozers d'entrer. 300 personnes y ont participé. « Il n'y a eu aucune concertation publique, ce qui est inacceptable », martèle sa présidente, Catherine Bohne, Américaine installée à Valbona depuis dix ans.

### Les militants sous pression

Depuis, Toka est engagée dans une véritable partie de ping-pong judiciaire, face à Gener 2 et au ministère des Infrastructures et de l'Énergie. Entre les différentes parties, les relations sont électriques et plusieurs procès sont en cours.

Dans la vallée, l'eau turquoise et les massifs montagneux attirent les amateurs de randonnée, de canyoning et d'alpinisme. Si le tourisme en est à ses balbutiements, les habitants en tirent néanmoins la majorité de leurs revenus. Ils sont inquiets. « Les touristes ne viennent pas pour voir des centrales hydroélectriques. S'il n'y a plus de rivière, on ne pourra plus vivre », raconte Esmeralda\*.

Cette habitante de Valbona souhaite construire une maison d'hôtes dans sa commune. Le chantier est à l'arrêt. Elle accuse le gouvernement d'avoir suspendu son permis de construire parce qu'elle a participé aux manifestations. Par crainte de subir à leur tour des pressions, les militants se censurent. Esmeralda, elle, s'obstine : « Ils peuvent me faire ce qu'ils veulent, je ne partirai pas. »

À Kukaj, au bout d'une piste praticable uniquement avec un 4x4, se trouve la maison d'hôtes d'un couple d'Albanais. Depuis plusieurs années, Tahir et Lindita Hijsaj accueillent des touristes allemands, anglais et canadiens. « En 2018, les touristes venaient encore, mais cette année, nous avons une baisse des réservations de 50 % », déplore l'homme à l'épaisse moustache grise.

Au-delà des impacts environnementaux, Edvin Pacara met en doute l'efficacité même de l'hydraulique. « Le changement climatique a diminué les précipitations en Albanie, indique-t-il. Cet hiver, nous avons eu une très longue sécheresse, de décembre à janvier. Il n'y avait pas d'herbe... et pas de production d'électricité. »

### Le solaire trop cher

Dans son rapport annuel sur l'Albanie, l'Union européenne demande au gouvernement d'explorer d'autres pistes pour la production d'énergie renouvelable. Mais la plupart des projets de centrales sont maintenus. En cas d'annulation des contrats, la facture serait salée pour le pays. « Beaucoup plus que ce que vous pouvez imaginer dans votre pire

cauchemar », a assuré le Premier ministre Edi Rama sur les réseaux sociaux.

« Le solaire pourrait être une des solutions, avance Ulrich Eichelmann, de l'ONG autrichienne Riverwatch. Il y a 300 jours d'ensoleillement par an en Albanie. C'est plus qu'à Marseille. » Un potentiel qui intéresse aussi Gener 2. « Mais son prix est trois fois plus élevé que celui de l'hydraulique », pointe Gezim Pani.

Face à ces multiples controverses, la ministre des Infrastructures et de l'énergie, Belinda Balluku, a lancé en janvier une réévaluation des contrats de concessions à travers tout le pays. Pour l'instant, sur les 58 contrats étudiés, 17 ont été suspendus, en attendant une décision finale.

**Anila Alliu, Camille Battinger et Marie Dédéban**

\* Le prénom a été modifié



# Un chrome presque parfait

Le pays mise beaucoup sur ce métal très prisé, parmi les plus purs au monde. Mais les investisseurs se font attendre.

**L**a descente est chaotique sur ce pierrier raide et glissant. Arc-bouté sur une petite caisse en plastique remplie de morceaux de roche, un mineur s'échine à trouver l'équilibre tout en gardant le contrôle sur un butin que l'inertie précipite dans la pente. En un peu plus d'une minute de glissade maîtrisée, il arrive 30 mètres plus bas, sur la piste.

Sitôt sa prise versée dans un réceptacle plus grand, l'adolescent remonte péniblement pour s'infiltrer dans une galerie béante et remplir à nouveau sa caisse. Bonnet, jean et tennis, l'ouvrier improvisé ne se soucie guère de la sécurité. Son objectif : ramasser le plus possible de minerai de chrome avant la tombée de la nuit. Dans le monde illégal de la mine, 100 kilos se monnaient à seulement huit euros. Une bouchée de pain quand le salaire moyen est compris entre 450 et 500 euros par mois.

Ici, à Bulqiza, dans l'Est albanais, le chrome est le moyen de subsistance d'une bonne partie de la population. Rares sont les familles qui ne comptent pas en leur sein un travailleur du chrome, légal ou non, mineur ou ouvrier d'une usine de traitement.

## La mine comme seul horizon

La ville vit au rythme de la mine, écrasée par cette montagne sombre qui fourmille jour et nuit. Sur les quelque 25 000 âmes vivant dans cette localité, on compte plus de 1500 mineurs déclarés. Il est difficile de savoir précisément leur nombre, qui varie au

rythme des problèmes de santé (cancers, déficiences rénales...) liés à l'exposition au chrome et aux accidents dans la mine.

À seulement 18 ans, Niko Ceni et Geli Fera sont « retraités », pour raison de santé, après dix ans de travail, sans masque. S'ils n'ont pas été directement victimes d'accidents, ils savent ce qui peut arriver quand on descend « dans les galeries avec juste un petit casque, des lumières pour

éclairer la roche et beaucoup de dynamite pour la faire exploser ». Des incidents qui coûtent la vie à huit personnes par an en moyenne dans cette montagne. Quand cela se produit, « la compagnie arrête l'activité pendant un ou deux jours, le temps de l'enquête, et envoie de l'argent à la famille, pour qu'elle ne porte pas plainte », poursuivent les deux garçons.

## Influence chinoise

Ces problèmes sont moins fréquents chez Albchrome. La deuxième plus grosse entreprise européenne dans ce domaine exploite tout le bas de la mine, là où les tunnels sont les plus profonds et le chrome de meilleure qualité. À elle seule, la société emploie 700 personnes dans ses galeries, creusées par des sous-traitants chinois qui disposent du savoir-faire technique.

La présence des Asiatiques n'est pas anecdotique. Les ressources en chrome de l'Albanie sont loin d'égaliser celles de l'Afrique du Sud ou du Zimbabwe en quantité, mais la qualité du minerai est réputée être la meilleure au monde. Son extraction est importante pour l'Empire du milieu : les entreprises chinoises transforment

**« En cas d'accident, la compagnie envoie de l'argent à la famille »**



En haut : Côté pile, la mine de Bulqiza s'étend sur 370 km<sup>2</sup>.

En bas : Les petites compagnies et les mineurs illégaux utilisent des galeries situées en haut de la mine.

le minerai en ferrochrome, en y fondant du fer. Cet alliage rentre ensuite dans la recette de l'acier inoxydable, dont la Chine fournit la moitié de la production mondiale. Pour ne pas laisser filer cette valeur ajoutée, l'Albanie voudrait traiter son chrome elle-même. « Les royalties réclamées par l'État sont montées de 6 à 9 % pour le minerai de chrome brut pendant qu'elles descendaient de 6 à 3 % pour le ferrochrome », explique Sokol Mati, expert dans le domaine et rédacteur de la première loi minière en 1994. « Le ferrochrome se vend plus cher que le minerai mais on atteint aujourd'hui une limite dans la production. C'est la matière première qui manque, le chrome », analyse-t-il.

## Transparence opaque

Bien que les ressources albanaises soient gigantesques, « aucune nouvelle exploration n'a été réalisée depuis plus de vingt ans », regrette l'expert. La montagne de Bulqiza en contiendrait quatre millions de tonnes. L'argent fait défaut pour mener à bien ces



Les mineurs illégaux risquent leur vie pour un salaire de misère.

nante et de « *ce nuage gris qui enveloppait la ville* » d'Elbasan, aujourd'hui encore l'une des plus polluées du pays. À désormais 60 ans, elle est professeure de physique et de mécanique au lycée professionnel Ali Myftiu, dans une classe de 27 élèves dédiée à l'industrie du chrome, créée l'été dernier. Deux jours par semaine, ceux-ci sont apprentis dans l'usine d'Elbasan. Edison Balla, 18 ans, explique plein de fierté : « *Le directeur de l'usine est venu un jour dans ma classe pour expliquer son projet. Il voulait recruter les meilleurs pour cette nouvelle formation.* » Ni une ni deux, il a pris le train en marche. En suivant ces cours de métallurgie et de business, il ambitionne de devenir directeur à son tour. Dans une Albanie qui se vide de ses talents, lui veut rester. Il sera peut-être le témoin privilégié d'un vrai renouveau du chrome albanais.

La montagne près de Bulqiza contiendrait quatre millions de tonnes de chrome.

**269** sociétés se partagent officiellement le marché du chrome à Bulqiza.

**Eljana Buci,  
Ketjola Gëshstenja,  
Clément Nicolas  
et Malvina Tahiri**



Clément Nicolas / Cujej

études, aucune compagnie étrangère ne prenant actuellement le risque d'investir massivement en Albanie, à cause notamment du climat douteux des affaires.

Dans un rapport de 2017, la Banque européenne de reconstruction et de développement décrit le pays comme repoussant pour les multinationales, en raison de la « *manière particulièrement dissuasive* » dont sont délivrés les permis d'exploitation. Membre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) depuis 2009, l'Albanie est vue comme ayant réalisé des « *progrès significatifs* » ces dernières années, mais encore insuffisants.

C'est donc l'albanais Albchrome qui se charge d'injecter l'argent. Entre 2013 et 2021, il a prévu d'investir 51,5 millions d'euros, dont une large part dans les usines de ferrochrome. Les deux sites de production sont situés à Burrel et à Elbasan, à moins de

45 kilomètres de Bulqiza, mais à respectivement une heure et trois heures de trajet, en raison de l'état désastreux des routes.

### Tentatives de réanimation

Quasiment à l'arrêt depuis les années 1990, l'usine de Burrel a été réactivée en 2013. Elle produit aujourd'hui 100 tonnes de ferrochrome par jour. « *Nous sommes maintenant 170 employés à l'usine, compte Enver Qerimi. Pendant le communisme nous étions plus de 600.* » À Elbasan, malgré d'importants investissements, l'industrie métallurgique, qui faisait la fierté de la cité sous Enver Hoxha, n'a pas retrouvé son lustre d'antan. L'immense majorité du complexe industriel créé en 1962 est aujourd'hui à l'abandon, et ses 12 000 travailleurs ne sont plus qu'une chimère. Natalia Gjori, employée pendant quinze ans à l'usine Nico, se souvient avec envie d'une activité tourbillon-

**« Nous sommes 170 employés. Pendant le communisme, nous étions plus de 600 »**

## Flori Mansaku, 34 ans



Augustín Campos / Cujej

**« Cet été, ce sera Corfou »**

« C'est moi qui gère mon temps. Avant, quand j'étais inspecteur des impôts, je devais demander une permission pour partir. Maintenant je peux profiter : si je veux prendre un mois de vacances, je peux. Je travaille dix heures par jour, du lundi au vendredi, pour 1220 euros par mois. J'ai mon propre cabinet de comptabilité dans lequel je travaille avec ma femme et ma sœur. J'aime mon travail car je l'ai choisi. J'ai bien plus de temps qu'avant pour profiter de mes deux garçons. Nous allons à la plage parfois, ou passer nos vacances en Turquie ou en Grèce. Cet été, ce sera Corfou. »





Juliette Virobe / CUEJ

# Le privé, virage dangereux

Pour financer ses infrastructures de transport, l'État n'hésite pas à solliciter des investisseurs. Une stratégie risquée.

**D**es routes sans goudron dans les campagnes, une capitale dépourvue de gare ferroviaire, un seul aéroport : l'Albanie manque d'infrastructures de transport. « La priorité du gouvernement est de maintenir le réseau routier en état, explique une porte-parole de l'Autorité nationale des routes. En milieu rural, c'est problématique mais on fait ce qu'on peut avec l'argent qu'on a. »

Un plan stratégique de développement des transports pour la période 2016-2020, de plus d'un milliard d'euros, a été établi. Orienté vers des infrastructures de grande ampleur, il prévoit notamment des « corridors » de commerce international (comme celui reliant Durrës à la mer Noire), en partie financés par des fonds étrangers.

Pour les projets nationaux, plus utiles aux Albanais, aucun argentier international à l'horizon. L'État, qui peine à financer ses infrastructures, s'est tourné vers la solution du partenariat public-privé (PPP), un système dans lequel il rembourse chaque année l'investisseur privé. Une manière de ne pas alourdir la dette publique, qui représente 70 % du PIB, mais un problème majeur selon le Fonds monétaire international (FMI). « L'augmentation du nombre de contrats PPP expose les finances publiques à des risques importants », rapporte l'institution dans un document publié en mai 2019. Le FMI avait déjà tiqué en février 2017, à l'annonce du *One-billion PPP program*, visant au développement d'infrastructures (écoles, hôpitaux, etc.) financées par le privé.

## Un remboursement difficile

« Par risque, on entend toute incertitude qui ferait dévier l'État de ses prévisions et pourrait impliquer le paiement d'une dette imprévue », explique Besjon Tanuzi,

Le pont Vasha relie  
Tirana et la zone  
de Bulqiza.

# Laborieuse mise en route

expert de l'unité de risque fiscal, créée en 2016 au sein du ministère des Finances, à la demande du FMI. Le danger que personne n'ose évoquer officiellement, c'est l'incapacité du gouvernement à rembourser les investisseurs. Ce qui aurait pour effet de confier la gestion des infrastructures au secteur privé, sans aucun pouvoir de contrôle de l'État. Le FMI alerte également sur le manque de transparence autour de la sélection des entreprises partenaires. Une manière polie d'évoquer la corruption.

## Investisseurs tout-puissants

Besjon Tanuzi rappelle que « le problème majeur posé par les PPP, quel que soit le pays, c'est lorsque le secteur privé vous dit ce qui est mieux pour vous ». C'est-à-dire lorsque des investisseurs amènent un projet d'infrastructure qui n'est pas listé dans les priorités du pays. Ces « propositions non-sollicitées » questionnent la transparence des opérations et d'éventuels faits de corruption. La route d'Arbrit (lire ci-contre) tout comme l'aéroport de Vlora en sont des exemples. Bien que les investisseurs, respectivement chinois et turcs, se soient finalement retirés, certains projets n'ont pas été abandonnés.

Une loi, en cours d'étude au Parlement albanais, prévoit de restreindre le recours aux PPP et d'interdire les propositions spontanées dans tous les secteurs, exceptés l'énergie et les aéroports. Insuffisant pour le FMI, qui exhorte l'Albanie à les interdire dans tous les domaines.

Anila Alliu et Juliette Vilrobe

## Le fait

**Le Fonds monétaire international s'inquiète d'un recours trop fréquent aux partenariats public-privé.**



**D**epuis son hameau d'une centaine d'habitants, Osman Xhaferri regarde avec excitation l'avancée des travaux. « C'est la route qu'on attend depuis des années. »

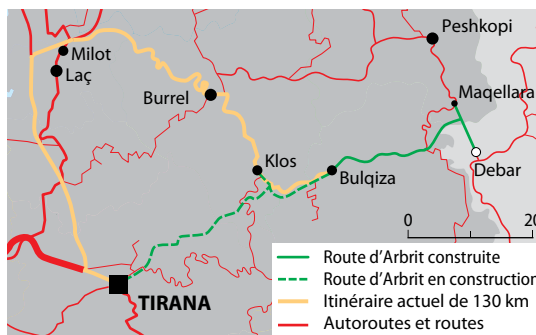
La route d'Arbrit permettra de relier Tirana à Debar, en Macédoine du Nord. « Elle va nous changer la vie. Pour les jeunes et l'université, pour l'accès aux soins et les urgences, ce sera moins risqué et moins compliqué », commente Nazmi Bala, 62 ans, depuis son café de Klos. Finis

ministre, Edi Rama, a dit aux ouvriers qu'il a besoin de voir cette route terminée pour 2021, alors le chantier a commencé à fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre », raconte Osman Xhaferri. L'homme aux yeux rieurs quitte peu le comptoir de son café-commerce, où ses journées sont rythmées par le bruit de la roche concassée.

## Stratégie électorale

« Tout est lié à la politique. Si le projet avance, c'est parce que les élections municipales arrivent », assure Hysen Likdisha, journaliste basé à Bulqiza. Depuis la fin du communisme, le projet a été abandonné, commencé, arrêté, relancé par la Chine, puis confié en 2013 à l'entreprise albanaise Gjoka construction, via un partenariat public-privé de 240 millions d'euros. Débutée en 2018, la construction du tronçon sud doit être achevée en 2021, avant les législatives et la désignation d'un nouveau Premier ministre. Basir Çupa, le maire de Klos, est enthousiaste : « Beaucoup d'habitants étaient partis vivre à Tirana, mais après avoir appris que la route allait être construite, certains sont revenus. » À 60 km de là, la ville de Peshkopi en espère les mêmes retombées.

A.A. et J.V.



les trajets vers Tirana de deux heures trente pour 130 km, sur une voie où les trous et affaissements sont légion et la présence de goudron aléatoire.

Vieille promesse électorale jamais tenue, la route d'Arbrit permettra aux habitants de la ville de Klos de rejoindre Tirana en trente minutes. « Le Premier

En contrebas de l'ancienne voie, la nouvelle route reliera Klos à Tirana en trente minutes.



Juliette Vilrobe / CUEJ



# NEWS D'ILL

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ),  
Université de Strasbourg - 11 rue du Maréchal-Juin CS 10068 67046  
Strasbourg - 03 68 85 83 00 cuej.unistra.fr - cuej.info

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION** Nicole Gauthier

**ENCADREMENT** Stéphanie Peurière, Aymeric Robert, Arnaud Valuerin

**RÉDACTRICE EN CHEF** Juliette Mariage

**CHEFFE D'ÉDITION** Phœbé Humbertjean

**COORDINATRICE ICONOGRAPHIQUE** Louise Claereboudt

**RÉALISATION** Vincent Ballester, Camille Battinger, Florian Bouhot, Augustin Campos, Thibaut Chéreau, Louise Claereboudt, Tifenn Clinkemaillié, Marie Dédéban, Lucie Duboua-Lorsch, Boris Granger, Martin Greenacre, Nicolas Grellier, Pierre Griner, Phœbé Humbertjean, Louay Kerdouss, Melina Lang, Stefanie Ludwig, Juliette Mariage, Clément Nicolas, Mathilde Obert, Corentin Parbaud, Clémentine Rigot, Tom Vergez, Juliette Vilrobe, Sophie Wlodarczak, Camille Wong

**PHOTO DE UNE** Juliette Vilrobe **PHOTO DE DER** Stefanie Ludwig

**ENCADREMENT TECHNIQUE** Guillaume Bardet, Jean-Christophe Galen

**ENCADREMENT VIDÉO** Gaëlle-Anne Dolz, Marie Pouchin

**ÉTUDIANTS VIDÉO** Shaza Almadad, Ignacio Bornacin, Sonia Boujamaa, Marine Chaize, Annalina Elbert, Coralie Haenel, Sarah Hofmeier, Konstantin Manenkov, Thibaut Martinez-Delcayrou, Jeanne Meyer, Christina Molle, Quentin Monaton, Ayla Nardelli Passadori, Julie Paquet, Charlène Personnaz, Cédric Pueyo, Émilie Sizarols, Camille Toulmé, Meerajh Vinayagamoorthy

**ENCADREMENT RADIO** Ernest Bunguri, Nicole Gauthier, Matthieu Mondoloni

**ÉTUDIANTS RADIO** Sophie Bardin, Augustin Bordet, Matthieu Le Meur, Marianne Naquet, Sarah Nedjar, Mado Oblin, Martin Schock, Annika Schubert, Thomas Vinclair

**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TIRANA** Eniada Arapi, Eljana Buci, Niada Caushaj, Adiola Çifliku, Ate me Çifliku, Loredana Duka, Lida Gjokeja, Enxhi Hoxha, Anila Hysa, Fatjona Hyseni, Ilirjana Koçi, Sara Leska, Senada Llukaj, Dafina Meco, Sidorela Noni, Kristjana Prenga, Lorela Prifti, Erjana Sala, Eva Toçi

**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ ALEKSANDËR XHUVANI**

**D'ELBASAN** Anila Alliu, Brikena Allkja, Ada Gjeçaj, Esmeralda Hilda, Enia Matishi, Arla Marangozi, Sidorela Tashi

**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ LUIGJ GURAKUQI DE SHKODRA**

Xhenis Alija, Ketjola Gështenja, Aldo Haxhari, Ardit Marku, Emilia Matishi, Enzo Matishi, Ndoj Rripa, Malvina Tahiri, Hymerta Ura, Florian Vataj, Donika Volaj

**IMPRESSION** Mediaprint, Tirana, Albanie

**Remerciements** à tous ceux qui ont permis la réalisation et la réussite de ce projet, et notamment

À nos partenaires universitaires Eldina Nasufi, responsable du

département de français de l'université de Tirana ;

Majlinda Pesa, vice-doyenne de l'université d'Elbasan, et Ilir Yzeiri, professeur de journalisme ;

Brisena Koplaku, vice-doyenne de l'université de Shkodra ;

À l'ambassade de France en Albanie, l'ambassadeur Christina Vasak, et le service de coopération et d'action culturelle ;

À la Délégation de l'Union européenne en Albanie et particulièrement l'ambassadeur Luigi Soreca et Sylvain Gambert de la section politique ;

À la Maison de l'Europe ;

À la mairie de Tirana, son maire Erion Veliaj et sa cheffe de cabinet Anuela Ristani ;

Aux équipes logistiques du centre culturel TEN et de Dutch Hub ;

Et notre gratitude particulière à Ernest Bunguri sans lequel cette délocalisation en Albanie n'aurait pas été possible.

